

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 17 NOVEMBRE 1977 - N° 558

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

Conférence de presse de la CFDT

Journée du 1^{er} décembre pour ressouder l'Union de la gauche ?

La direction confédérale de la CFDT rendait compte mardi, lors d'une conférence de presse, de la série de rencontres avec les partis de l'Union de la Gauche. Edmond Maire a rappelé les critiques portées au PS et au PCF, tout en insistant sur le fait que « moins que jamais, la CFDT ne doit se résigner à la division de la gauche ».

C'est dans cette optique qu'il a présenté la journée de grève du 1^{er} décembre, envisagée par la direction CFDT comme un moyen de pression sur les partis de gauche pour qu'ils « dépassent leurs divergences ». Le tout dans une perspective « volontariste », destinée à « faire relever la tête aux travailleurs ». On peut avoir d'énormes doutes dans ces conditions sur la capacité d'une telle initiative, à relancer l'action.

(Lire page 6)

SCHMIDT ORGANISE LA DELATION

- Un questionnaire très spécial remis aux postiers
- Le congrès du SPD serre les rangs
- En France, Mitterrand réaffirme son soutien à Schmidt !

Le climat policier continue à se développer en Allemagne fédérale. Nous pu-

blons aujourd'hui un document remis à chaque postier allemand, dans l'espoir

de transformer les employés des postes en auxiliaires de la police.

C'est dans cette même Allemagne fédérale que s'ouvre le congrès du parti social-démocrate, le SPD, de Schmidt et de Brandt. Si des oppositions et des contradictions avaient pu se manifester dans ce parti depuis quelques temps, tout est mis en œuvre aujourd'hui pour que la social-démocratie serre les rangs.

Un parti unifié, une assise électorale forte, un certain « consensus social » et une vive répression contre tout ce qui conteste, ce modèle alléchant pour la bourgeoisie française, c'est sans nul doute le rêve de Mitterrand. A preuve, son discours de Strasbourg mardi soir, où il a réaffirmé son soutien et son approbation à son compère allemand.

Tout cela doit être mis en relation avec le procès fait à Klaus Croissant, dont le résultat n'est pas encore donné à l'heure de la présente édition. Nous reviendrons bien sûr largement sur ce jugement et les réactions, dans notre prochain numéro.

A Washington

Le Shah «accueilli» par les étudiants iraniens

De violents affrontements ont opposé les étudiants iraniens à la police de Washington, et la réception offerte par Carter au Shah d'Iran a dû être écourtée, sous la fumée des grenades lacrymogènes des policiers.

L'hostilité manifestée par les Iraniens qui font leurs études aux Etats-Unis exprime la montée du mouvement populaire en Iran même. Dans ce pays, les masses opposées à la dictature terroriste du Shah ne se satisfont pas des limites actuelles de l'indépendance, et renouent avec la tradition des manifestations anti-impérialistes de 63.



Le Shah a été accueilli à la Maison Blanche aux cris de : «A bas le Shah fasciste» scandé par des milliers de manifestants.

Lire en page 12
notre article sur la montée des luttes populaires en Iran

PISTE FRANÇAISE A ZOUERATE

Chaque jour apporte des révélations supplémentaires sur les manœuvres de l'impérialisme français au Sahara.

Après la campagne de diffamation contre le Front Polisario, après l'envoi de troupes aéroportées en Mauritanie et au Maroc, on apprenait mercredi que le gouvernement de Giscard faisait construire, non loin de Zouerate, une piste d'atterrissage longue de 3 000 mètres. Elle pouvait donc accueillir des Mirage. Cette information a été donnée par le ministre de l'Information sahraoui, qui a dit son inquiétude devant cette nouvelle manifestation agressive de la France.

(Lire page 12)

Paysage politique tourmenté à droite

La sourde lutte qui a toujours continué au sein de la droite réapparaît aujourd'hui avec plus de netteté. Mis en difficulté par la rupture de la gauche, Chirac tend à faire de la surenchère pour ressouder ses troupes. Parallèlement, Barre, en travaillant à son programme de législature, reprend l'offensive.

(Lire page 7)

3 000 logements vides à Fos, ville nouvelle

Il y a eu le scandale de la Villette. Il y a maintenant celui de Fos-Ville nouvelle. Trois mille logements vides, des équipements collectifs, laissés à l'abandon, un trou de 7,4 millions de francs dans la caisse de l'organisme constructeur, c'est le bilan de la gestion du RPR Jérôme Monod, c'est aussi un des aspects de l'échec industriel de Fos.

(Lire page 5)

Espéridou : le bourreau d'Isabelle revient

Vingt mois après la mort d'Isabelle Le Renach, le père Fabre, ecclésiastique ancien directeur de l'Espéridou, établissement pour jeunes débiles et poursuivi pour violences et homicide involontaire, est en passe de reprendre la direction de cet établissement et d'y faire à nouveau régner les mauvais traitements. Ceci avec la complicité de fait de la justice, qui ne l'a toujours pas condamné.

(Lire page 5)

Le PCR ml à FR 3

«Que faire pour 78 ?» C'est le thème que développe mercredi soir à la télévision le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste. L'extension de la crise, la faillite de la droite et la désunion de la gauche entraînent de nombreuses interrogations chez les travailleurs : Des militants : Jean, ouvrier métallurgiste de la Seine Saint-Denis, Richard, ouvrier monteur à Fos-sur-Mer, Nicole, employée à Paris, exposent les propositions du PCRml : la construction d'un vaste front de lutte qui puisse faire échec à la tentative de la bourgeoisie de faire payer la crise aux travailleurs et empêcher l'instauration du capitalisme d'Etat du PCF dans notre pays.

LUTTES OUVRIERES

Journée d'action le 16

LES POSTIERS S'INTERROGENT

Le mercredi 16 novembre, CGT et CFDT appellent à une journée de grève dans les postes. Cette initiative pose toute une série de questions.

D'une part tout le monde n'est pas invité à faire grève : seul est concerné le service général, c'est-à-dire les agents, les contrôleurs du tri, et du guichet, mais pas les manutentionnaires, ni le téléphone, ni les chauffeurs, ni les facteurs... Bien sûr, les agents font partie des deux catégories de base, mais les préposés sont les plus exploités. Pourquoi cette division ?

LES ARGUMENTS DES DIRECTIONS SYNDICALES

D'autre part, les objectifs de cette journée d'action sont largement contestés : il s'agirait d'obtenir une prime de « technicité » de 350 F, et une refonte de la grille par un tassement vers le haut, « inverser la pyramide ». C'est le mot d'ordre « tous contrôleurs », qui laisse pour le moins sceptiques les postiers.

Les arguments des dirigeants CGT sont les suivants : il s'agirait de « donner une suite à la journée du 24 mai ». Cette explication a été rapidement abandonnée de fait, vu le peu d'écho qu'elle rencontrait. On est passé à autre chose : « puisque Barre refuse les augmentations de salaire, demandons des primes ». Enfin, c'est possible de gagner par des grèves sectorielles, la preuve, c'est qu'ainsi les techniciens, ont obtenu 350 F de prime.

LES QUESTIONS DES POSTIERS

Certes, les techniciens ont gagné. Mais il faut tout de même rappeler qu'ils sont une catégorie peu nombreuse, que l'administration cherche à soigner. De plus, ils travaillent dans la branche « prospère » des PTT, les Télécom. Enfin, s'ils ont mené tant de luttes sectorielles, c'est dû à la présence et à l'influence d'un syndicat corporatiste, la FNT.

Sur la question des primes, on peut se demander pourquoi Barre céderait, surtout sur une journée d'action sectorielle. Sur le pourquoi de la division introduite, alors que les préposés gagnent moins et que le travail des deux catégories est intimement lié, la cause est simple : CGT et CFDT sont beaucoup plus implantées parmi les agents et d'autre part, c'est chez les préposés qu'ont le plus été dénoncées les journées d'action bidon. Cette division laisse par ailleurs le champ libre à FO, qui se paie le luxe, là où elle est un peu implantée, d'appeler à 4 jours de grève toutes catégories, et lui permet de remettre en selle la « bataille » pour les conventions salariales, sur des 0,5 % d'augmentation, comme elle en a l'habitude.

Pour ce qui est des primes, les postiers exigent de plus en plus qu'elles soient intégrées au salaire, ils n'en demandent pas de nouvelles, ils veulent de réelles augmentations. Ils ne veulent pas non plus s'appeler tous contrôleurs, mais avoir un grade unique

d'exécution, appliquant le principe « à travail égal salaire égal ». D'autant qu'on assiste à un début de remise en cause de l'idéologie carriériste développée par la direction.

DEBAT SUR LA NATURE DE CETTE GREVE

De fait, de nombreuses sections CGT et CFDT plusieurs centaines, ainsi que des syndicats n'appellent pas à la grève, ou le font très discrètement, en se contentant de diffuser parfois les tracts du syndicat, sans le reprendre en tant que section. Cela, du fait des reproches adressés par les syndiqués, surtout dans la CFDT, sur le caractère diviseur de la journée. Bien souvent, les tracts signés CGT - CFDT sont diffusés uniquement par la CGT. A la CGT, de nombreuses sections, principalement dans les équipes de nuit, ont renoncé à appeler à la grève, vu le peu d'intérêt et les critiques rencontrées. Y compris parmi les membres du PCF, beaucoup feront grève « par discipline ».

Depuis longtemps, un mot d'ordre aussi bidon n'avait pas été lancé. Des batailles ont eu lieu dans les sections, pour qu'elles se prononcent clairement sur le caractère de cette grève. Dans ces conditions il semble qu'elle ne sera guère suivie. Mais ce ne sera pas seulement à cause d'écœurement individuel devant de telles initiatives : un débat assez large a pu être mené, expliquant les positions, et précisant les objectifs réels de lutte des postiers.

A Montefibre (Saint-Nabord)

L'EXPULSION MISE EN ÉCHEC

Comme nous l'avons annoncé dans notre dernière édition, le tribunal d'Epinal lundi, sur demande de la direction de Montefibre a ordonné à six militants syndicalistes d'évacuer l'usine en précisant que la force publique serait employée si besoin était, pour faire effectuer le dit jugement. La riposte ne s'est pas faite attendre, puisque aussitôt le jugement connu, dans la nuit de lundi à mardi, nombre de travailleurs montaient une garde vigilante dans les locaux de travail.

Mardi matin, à 5 heures, la direction (en trois ou quatre personnes, dont Casali) arrivait à l'usine

accompagnée de deux commissaires de police et de gendarmes de Remiremont. Bientôt, les travailleurs se rendraient compte qu'en fait, c'étaient de nombreux cars de CRS qui stationnaient non loin de l'usine, prêts à intervenir, pour faire exécuter le jugement.

Les syndicats remettraient alors une note aux membres de la direction confirmant leur intention de partir en grève immédiate si elle franchissait le portail d'entrée, (on aura bien sûr compris que les travailleurs de Montefibre ne sont plus en grève, ayant réintégré les locaux...).

La direction passait outre et pénétrait dans les locaux. La grève était aussitôt déclenchée et vers 7 h 30, la totalité des travailleurs était présents. La direction se retirait alors... sauf Casali. Les travailleurs avec les organisations syndicales fermaient alors les portes à l'aide de chaînes. Les CRS intervenaient ensuite par une entrée dérobée (l'usine couvre une très grande superficie) puis enlevaient les chaînes des portes. Devant la détermination des travailleurs, leur refus de céder à l'intimidation, les CRS devaient s'arrêter là et déguerpi-saient finalement, avec Casali.

A Fos-sur-mer, Ugine-Aciers en lutte

UN CONFLIT PARTICULIER...

Le grave conflit qui secoue actuellement l'usine d'Ugine-Aciers de Fos-sur-mer porte essentiellement sur trois points :

— Pour un détournement de fonds sur le budget du Comité d'Établissement effectué par le président depuis 1974, équivalent à 67 millions d'anciens

francs, paralysant désormais toute activité sociale ;
— Le refus catégorique de négociations sur toutes les revendications des salariés ;

— Les atteintes aux libertés syndicales et aux droits syndicaux ;

- pression sur les délégués CGT et les salariés ;
- ponctions sur les salaires des élus CGT ;
- Menaces de chômage ;

LA MOBILISATION

Les débrayages pour informer les travailleurs ont été multipliés par la CGT : le syndicat a porté plainte contre la direction pour les détournements de fonds ; déjà, le jeudi 3 novembre dernier, un débrayage massif avait lieu, et les travailleurs portaient en délégation à la Préfecture ; une manifestation avait lieu sur la Canebière regroupant environ 200 travailleurs d'Ugine-Aciers...

Dans l'optique d'informer tant la presse que le personnel et de populariser le conflit, la CGT organisait le 9 novembre une conférence de presse devant la boîte.

LES VOLS DE LA DIRECTION

A cette conférence, devait être précisée la nature des exactions de la Direction envers le Comité d'Établissement quant au détournement de fonds, véritable vol qualifié...

Qu'on en juge : le comité d'établissement est, se-

lon la loi, libre de gérer son budget comme il l'entend ; or, depuis 1974, la direction prend une part de ce budget pour gérer une cantine qu'elle devrait financer elle-même ; ce qui est parfaitement illégal et grève les fonds d'un C.E. déjà bien pauvre.

L'argent du C.E. appartient de droit aux travailleurs ; la Direction d'Ugine-Aciers qui refuse déjà toutes les négociations sur les revendications, qui attaque constamment les libertés syndicales, les vole encore dans leur environnement social de l'usine car désormais, la situation financière est telle pour le C.E. que celui-ci cesse pratiquement toute activité... Les enfants n'auront pas d'arbre de Noël ; leur départ en classe de neige est compromis...

Face à ces exactions permanentes, les travailleurs et leur syndicat CGT entendent riposter : mercredi encore, à l'occasion de cette conférence, ils débrayaient le temps d'y assister... Mais le conflit s'annonce long et difficile pour contraindre la direction à réparer ses méfaits...

Extraits AP 13

Les employés du commerce en lutte(Extraits de *Inform'action Commerce*)**Luttes sur les horaires****FLEURY LANGEVIN A ISIGNY SUR MER (14)**

La Convention collective l'obligeant à ramener l'horaire hebdomadaire à 42 h 30, le patron veut faire venir les travailleurs le samedi matin pour 2 h 30, alors qu'il proposait de commencer 1/2 h plus tôt le matin pendant cinq jours. Ils réussissent à imposer leurs horaires au bout d'une journée et demi de grève.

SUMA DOCK FRANÇOIS A BENAUGE (33)

Sur 11 caissières du magasin, 7 sont à temps partiel (30, 20 et 10 heures). La Direction pour éviter tout temps « creux » et accroître le rendement aux heures de pointe a décidé de changer les horaires en augmentant ceux des employés à temps partiel. La section CFDT a aussitôt informé les caissières qu'elles étaient en droit de refuser ces changements d'horaires. Une intervention a été faite auprès de l'inspecteur du travail et du Comité d'entreprise. Une caissière a refusé ces changements malgré des pressions et chantage de la Direction. Une deuxième puis une troisième se sont aussi opposées à ces modifications. Devant la réaction collective des caissières avec la CFDT, la Direction fut obligée de céder.

La section par ce premier résultat poursuit l'action pour obtenir le passage à temps complet des plusieurs

caissières à temps partiel, demande l'application de la Convention collective aux temps partiels, c'est-à-dire, deux jours de repos consécutifs, alors que les « 30 h » sont obligées de prendre leurs repos sur quatre demi-journées.

NOUVELLES MENACES DANS LE GROUPE PRINTEMPS-PRISUNIC

Alors que près de 900 emplois ont été supprimés en Région Parisienne, la réorganisation du groupe se poursuit par la fermeture du Printemps Créteil où 80 employés ont été licenciés 140 autres sont menacés de licenciement.

La restructuration s'étend à la province où la plupart des Prisunic sont en partie en Libre Service, les réserves et bureaux sont transférés des magasins sur des entrepôts et services régionaux libérant ainsi des surfaces de vente et intensifiant le travail dans les entrepôts.

Plusieurs Prisunic sont menacés de fermeture ou de rachat dans l'immédiat à la Roche sur Yon et La Varenne, Rennes (?), 16 suppressions d'emplois au Prisunic d'Annemasse.

Les bureaux d'achats alimentation de Paris doivent être transférés à Rungis.

Les accords en cours pour la Région Parisienne avec la Société Promodes risquent de s'étendre à l'ensemble du groupe. La mise en Libre Service, l'instauration d'une catégorie « maîtrise » va dans ce sens.

Égoutiers parisiens

VOLONTÉ UNANIME POUR DURCIR LE MOUVEMENT

● Mardi matin, les égoutiers, se sont retrouvés à nouveau en assemblée générale : celle-ci revêtait une importance particulière puisqu'elle rendait compte de la réunion de négociation qui avait eu lieu la veille entre le syndicat CGT et la mairie de Paris, la première du genre depuis le début du

Au cours de la réunion, Tibéri, provocateur et méprisant, commençait par déclarer que finalement les revendications des égoutiers étaient « justifiées et pas stupides » pour répéter un peu après, comme ces derniers jours, à propos du 13^e mois, que c'était là un problème négociable dans le cadre plus large de la fonction publique. L'étude des salaires était à nouveau reportée... à 1979. L'augmentation des effectifs et la création d'un CHS à une date indéterminée.

NEGOCIATIONS : TOUJOURS DES MIETTES

La seule concession de Tibéri concernera les deux jours de repos hebdomadaires consécutifs... sous condition que les égoutiers acceptent de travailler 20 minutes de plus chaque jour ainsi qu'un samedi (jour de congé dans ce cas de figure) sur huit, ce qui globalement ne modifie guère la situation actuelle.

Autre point, cette fois seulement promis, l'octroi d'une prime de 70 francs... qui figure déjà dans un accord de 74 et dont les grévistes réclament le paiement depuis cette date ! Il faut préciser que ces propositions avaient été élaborées en petit comité, réuni plusieurs fois en quelques jours et qui regroupait outre l'administration... FO et la CFTC. Tout ce beau monde espérait que les travailleurs, allaient les accepter. FO croyait d'ailleurs déjà l'affaire dans la poche puisqu'à propos de ces miettes une de ses secrétaires nationales envoyée spécialement n'a pas hésité à parler de victoires « arrachées » grâce à FO, selon le procédé qui lui est cher et qui consiste à revendiquer l'octroi de revendications... déjà acquises !

Le Bureau syndical CGT, lors de l'assemblée générale tirait la seule conclusion possible : la nécessité de durcir le mouvement qui peut seul permettre la victoire et rapidement. Il est en effet, évident, les grévistes le disaient eux-mêmes « qu'on ne pourra pas tenir des mois et des mois ».

LA VOLONTÉ DE DURCIR LE MOUVEMENT

Car force est de constater que le mouvement, dans son état actuel, n'est

mouvement. Au cours de cette réunion, l'administration chiraquienne, à quelques détails près, a tout refusé en bloc. Face à cette intransigeance qui ne se dément pas, les égoutiers, qui rentrent dans leur 26^e jours de grève, ont été amenés à discuter de son durcissement.



pas susceptible de mener à la victoire, 4 semaines l'ont prouvé. « Même avec 85 % de grévistes, les égouts, par certains côtés continuent à fonctionner, faisait remarquer un égoutier de l'atelier 16 (Auteuil). « J'étais venu à cette tribune, mercredi dernier pour proposer d'occuper les lieux de travail. Nous refaisons notre proposition. Tout le monde sait qu'un certain nombre d'entreprises procèdent actuellement à des réparations dans les égouts, elles font des chantiers. Si on occupe, ces chantiers vont prendre du retard et chaque jour de retard doit être remboursé à coups de millions par ces entreprises. C'est un moyen de pression efficace ».

Une deuxième proposition était faite : le blocage des ateliers de relèvement des eaux qui aurait pour conséquence de faire monter très rapidement les eaux à la surface. C'est aussi un moyen de pression efficace : « nous voulons qu'il y ait un vote sur ces propositions » demandait alors un délégué de l'atelier 16. Un représentant du syndicat répondait qu'il fallait laisser le soin à chaque atelier de se prononcer... et de proposer que les grévistes présents voient l'ensemble de leurs camarades suite à quoi le vote aurait lieu le lendemain... par souci de démocratie. Un argument très mal reçu par les grévistes pour la bonne raison que l'écrasante majorité d'entre eux, étaient présents !

Autre argument cette fois pour refuser carrément cette proposition : l'intervention probable des flics. Seuls deux ou trois travailleurs seront d'accord.

« En 68, on avait bien occupé et on sait bien que les flics ne peuvent pas remettre en marche les égouts ».

Le bureau syndical faisait alors remarquer qu'une telle décision ne pouvait se prendre en quelques minutes. Argument technique certes justifié à ceci près qu'aucune assemblée générale n'était proposée par le syndicat pour le lendemain, pour prendre une décision.

Le Bureau syndical faisait au contraire une autre proposition celle d'aller à l'ORTF mercredi. Cette initiative, la deuxième du

genre en quelques jours, ne soulevait pas un grand enthousiasme. Et pour cause : on voit mal le caractère déterminant de cette proposition pour faire avancer la lutte.

Et de fait, elle empêche la tenue de l'Assemblée générale et repousse à jeudi la discussion de l'occupation.

Les égoutiers de l'atelier 16, quant à eux, ont décidé de passer outre et occupent depuis mercredi matin, 6 heures, l'atelier de relèvement des eaux du 16^e, à Auteuil.

Richard FEUILLET

Etablissements A. Mure

LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

La direction des établissements A. Mure, usine de Marseille, occupant 435 employés horaires et mensuels, envisage de licencier 50 salariés, soit 12 % de leur personnel.

L'usine fait partie d'un groupe de sept usines : Lyon, Marseille, St-Etienne, Grenoble, Nice, Dijon, Montpellier, employant environ 1 400 personnes, tant horaires que mensuelles.

Le licenciement pour l'ensemble du groupe est de 275 salariés, soit environ 20 % du personnel.

La direction générale, qui avait été saisie d'une demande de réunion extraordinaire du comité central d'entreprise, dévoile, comme toute réponse aux revendications, un plan de licenciements assorti de mesures visant à liquider tous les acquis.

Les mesures intervenant après le blocage total de tous les salaires depuis décembre 1976, après la réduction d'horaires, depuis juillet 1977, après les licenciements déguisés en pré-retraites et départs volontaires de 60 personnes, amènent des pertes de salaires, de 25 à 30 %.

Les représentants des organisations syndicales CGT et CFDT et FO, des usines de Lyon, Marseille, Grenoble et St-Etienne, représentant plus de 80 % du personnel du groupe, se sont réunis à Lyon, en inter-syndicale, le 28 octobre 1977, et ont décidé de réunir en assemblée générale, tous les travailleurs du groupe pour engager l'action contre tous les licenciements et pour le maintien des avantages acquis.

Les résidents
immigrés
des foyers
de Saint-Denis

« On pense que la Sonacotra et le directeur sont associés à ces attentats »

Nous, les résidents du Foyer SONACOTRA de l'avenue Romain Rolland à St Denis, nous dénonçons les crimes racistes manqués contre nous, crimes cachés derrière la justice.

Depuis trois ans de lutte pour nos revendications, maintenant, la SONACOTRA et ses alliés fascistes commencent à nous attaquer avec des armes.

Le mercredi 9 novembre 1977, à 20 heures, à l'heure des informations à la télévision, les fascistes approchent de la salle TV en voiture, une DS blanche immatriculée « 93 ». A l'intérieur, se trouvent trois hommes et une femme blonde. Ils connaissent bien les lieux et les habitudes des résidents.

Comme les résidents regardaient par la fenêtre cette voiture approcher, elle s'est arrêtée en face de la salle de TV, moteur en marche. Un homme est descendu pour préparer une attaque contre nous. Les résidents sont partis en courant pour voir ce qu'ils voulaient, ce qui les a fait fuir en vitesse, le moteur n'étant pas arrêté. L'homme qui était descendu est remonté dans la voiture en marche.

Pour nous, nous croyons à un commando spécial car ils ont l'habitude de faire cela !

Déjà en 1975, on a tiré sur le foyer et c'était des habitants des HLM situés en face du foyer. Ils ont tiré du 4^e étage.

Puis pendant l'été 1976, on a aussi tiré sur un résident. Il y avait deux voitures, immatriculées « 78 » et « 95 ». Quand les résidents ont entendu des coups de feu, ils sont sortis et les voitures sont parties.

En septembre de cette année, par deux fois, un dimanche et un lundi, à la même heure que mercredi, des balles ont traversé la salle de TV. Heureusement, personne n'a été blessé.

En 1975, la police est venue constater, mais elle n'a rien fait pour retrouver les criminels. Aujourd'hui, nous avons demandé au directeur d'appeler la police. Il nous a répondu : « c'est peut-être une intimidation... ». Ça veut dire quoi ? Il attend notre mort à tous ?

Pour nous la position du directeur n'est pas claire. La police est responsable de la sécurité des gens, elle sait arrêter les travailleurs immigrés dans le métro et les expulser chez eux, mais elle est incapable de retrouver les criminels qui tirent sur les travailleurs immigrés.

Mais ce n'est pas uniquement la police, nous, on pense que la Société SONACOTRA et le directeur du foyer sont associés à ces attentats.

Nous demandons à la presse qu'elle parle de cela, car cette menace de crimes racistes, c'est aussi et encore pour créer plus de racisme et la division entre les travailleurs français et les travailleurs immigrés, tout comme la décision de Stoléro.

Nous considérons le Pouvoir et la police responsables de tout ce qui peut se passer s'il arrive une nouvelle provocation des criminels et si les résidents répondent.

Le Comité des résidents
et les résidents du Foyer
(Communiqué)

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

**Dimanche 27 novembre.
14 h. Salles de la Mutualité**

faillite à droite, cassure à gauche



Que faire pour 78?

**Préparons l'alternative révolutionnaire
Préparons-nous à la lutte**

Rassemblement Communiste
Salles de la Mutualité
M^o Maubert - Mutualité

14 h
Dim 27 novembre

Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste
Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

Le Rassemblement Communiste du 27 novembre se développera en deux grandes phases :

— d'une part, une première partie constituée de témoignages vivants sur les luttes et les aspirations révolutionnaires, telles qu'elles existent aujourd'hui dans notre pays, telles qu'elles se confrontent aussi, à la veille de l'échéance de 1978, aux fausses solutions, aux manœuvres et à la pratique quotidienne des partis de gauche, notamment du PCF. C'est à l'issue et dans le sillage de ces témoignages, pour les prolonger, que les interventions centrales présenteront l'analyse de la situation politique actuelle et traceront les perspectives et les tâches pour contre-carrer les dangers de 78 et préparer dans la grande bataille politique qui est engagée, l'alternative révolutionnaire.

— Dans une deuxième partie, une série d'interventions de camarades et amis étrangers relieront concrètement notre combat en France avec celui des

peuples contre l'impérialisme, et le social-impérialisme en Palestine, en Afrique-Australe, en Amérique Latine. Il y aura également des témoignages sur la dissidence soviétique. Et un camarade rapportera de son voyage en Chine ce qui, dans la lutte pour la construction du socialisme, est le plus

sensible à un communiste, par delà les différences entre nos deux pays.

Dès ce moment, dans plusieurs salles auront commencé les premiers des six débats sur les questions parmi les plus importantes aujourd'hui au plan national et international :

SIX DÉBATS

- Quel est le véritable projet du PCF ?
- Quelle base d'unité pour 78 ?
- Quel projet socialiste pour la France ?
- Français-Immigrés, une seule classe ouvrière !
- Où en est la situation internationale ?
- Qu'est-ce que l'euro-révisionnisme ?

Ces débats, éclairés par les propositions développées dans la première partie du Rassemblement réuniront autour des camarades du Parti, des militants, des syndicalistes, des camarades étrangers, des témoins. Nous appelons tous nos lecteurs, tous ceux qui sont intéressés à y réfléchir dès maintenant à les préparer, et à les enrichir de leurs contributions.

OUVERTURE DU PROCES DES 9 RESPONSABLES DE LA CONSTRUCTION DU CES PAILLERON

Le procès des neuf personnes, responsables de la construction du CES Edouard Pailleron, dont l'incendie fit vingt morts, le 6 février 1973 s'ouvre ce jeudi 17 novembre.

Au cours d'une conférence de presse, l'Association des familles des victimes a rappelé comment a été choisie la technique industrialisée de construction « légère » du CES, qui a servi ensuite de « modèle » obligatoire pour la construction de nouveaux établissements. C'est ainsi que selon l'Association, 59 CES, 771 autres bâtiments du second degré, et plusieurs écoles ont été construits, présentant les mêmes dangers en cas d'incendie que le CES Pailleron. Il n'avait pas fallu plus de vingt minutes pour que celui-ci s'effondre complètement : du bâtiment de

quatre étages, seul le rez-de-chaussée était en béton, et de plus les matériaux employés étaient un « combustible » de choix : polystyrène expansé, « sopaland » (aggloméré de copeaux de bois, de résines et de plastique) qui dégage en brûlant des gaz asphyxiants.

Malgré ces caractéristiques monstrueuses, Jean Reynaud, directeur de la DESUS (Direction des Équipements Scolaires et Universitaires) ne craignait pas

d'aviser le rectorat qu'il s'agissait « d'un ouvrage léger et de grande qualité ».

A ses côtés, passeront en procès : Hubert Lefèvre et Jean Ibar, PDG de la société de « constructions modulaires », Michel Keyte et René Poirier, architectes, Claude May, cadre supérieur à Gaz de France, Albert Bouzoud, ingénieur général des Ponts et Chaussées et Alain Roger, assistant technique de travaux publics.

La tempête continue



Sous la force des vagues qui l'ont harcelée pendant 48 heures, la digue-promenade de Coutainville (Manche) a subi des dégâts importants. Miné par les eaux, le promenoir s'est affaissé : la digue s'est disloquée sur une longueur de 300 mètres. Les travaux d'empierrement réalisés de toute urgence ont permis que la digue résiste à la tempête qui continue. Les vents ont encore soufflé en rafales à plus de 90 km/h. On ne déplore aucune nouvelle victime en mer.

PROCES DU JOURNAL LA CRIÉE

Le 8 novembre au matin, se trouvaient réunis au Palais de justice, rue Fortia le journal mensuel *La Criée* (qui ne paraît plus à l'heure actuelle), et M. Bankual, patron d'un établissement de confection, se trouvant avenue de Toulon dans le 6^e arrondissement.

M. Bankual avait attaqué en procès *La Criée* parce que celui-ci, dans un article de son mensuel N° 2, avait dénoncé les conditions de travail des ouvrières de cet établissement : « entraves aux libertés syndicales, lettres recommandées pour baisse de rendement, espionnage systématique des travailleuses pendant 8 heures à l'aide de 2 caméras, etc. » et pour avoir dénoncé tout ceci.

M. Bankual, se sentant diffamé, n'en réclamait pas moins de 10 millions d'anciens francs pour dommages et intérêts.

Le 8 novembre, donc, M. Bankual rappela au Palais de justice avec comme témoins 3 ouvrières de son établissement, contre un seul témoin pour *La Criée*. L'audience des témoins en faveur de M. Bankual fut à la fois rapide et révélatrice, tellement révélatrice de vérités que le juge refusa de considérer les 3 ouvrières comme témoins objectifs ! Merci Monsieur... le témoins de *La Criée* fit un rapide exposé sur l'enquête qu'il avait menée auprès des travailleuses tout en réaffirmant les accusations parues dans l'article contre Bankual.

Résultat du procès le 22 novembre.

(AP 13)

Communiqués

Un autre regard sur la réalité stages d'initiation super 8 diapos

Dans le cadre du Centre International de Culture Populaire, Audio-Pradif (pratique et diffusion de l'audio-visuel) se propose de promouvoir la réalisation de documents audio-visuels pour rendre communicables des événements politiques et des réalités de la vie quotidienne dont vous avez été et serez peut être le témoin en France et à l'étranger.

Dans ce but, AUDIO-PRADIF organisera tout au long de l'année des week-end de formation.

Prochaines dates prévues :
19 - 20 nov ; 26 - 27 nov ; montages diapos.
3 - 4 dec ; Super 8 sonore

Renseignements : AUDIO-PRADIF CICP 14, rue de Nanteuil - 75015 Paris ; 588 51 15 ou 531 43 38

Psychiatrisés en lutte

Le numéro 11 - 12 de *Psychiatrisés en lutte* est sorti. Ce journal est réalisé par le Groupe Information Asiles (GIA).

Dans ce numéro on trouvera :
Un bilan des actions et revendications dans les hôpitaux psychiatriques.

Des informations sur le développement en France de la psychiatrisation des actes politiques : avec notamment la lutte contre la mesure d'internement de Claude Serbonnet, militant contre l'Apartheid.

La remise en cause du « Placement Libre » avec de nouveaux recours pour séquestration (affaire Nelly Ferga, François Théry).

Une analyse des prises de position des psychiatres à la suite de la lutte menée contre l'arbitraire des internements.

Pour toutes commandes, abonnements ou correspondance, écrire à : *Psychiatrisés en lutte*, BP 60 75721, Paris cedex 15.

Le scandale de Fos ville nouvelle

3 000 LOGEMENTS VIDES ET MURÉS !

Après le scandale de la Villette, c'est au tour de Fos-Ville nouvelle. Trois mille logements restent vides sur la zone de l'Étang de Berre et des équipements collectifs sont à l'abandon. Pour éviter la «squatterisation», de nombreuses entrées de l'immeubles collectifs ont été murées ! La situation financière de l'EPAREB (Établissement Public d'Aménagement des rives de l'Étang de Berre) est catastrophique. En héritant de la présidence de cet organisme, suite aux changements intervenus après les municipales, Deferre n'a pas manqué l'occasion de révéler au grand jour le bilan de la gestion de son prédécesseur, Jérôme Monod, alors délé-

gué à l'Aménagement du territoire et actuellement compère de Chirac à la direction du RPR. En 75 et 76 l'EPAREB réalise de nombreuses acquisitions foncières pour réaliser des ZAC. Aujourd'hui il y a un trou de 7,4 millions de francs dans la caisse et 3 000 logements sont vides... Les 90 employés de l'EPAREB sont menacés de perdre leur emploi. En bon gestionnaires, refusant de prendre ce déficit charge, les élus socialistes et PCF, préférant laisser ces 3 000 logements vides.

LE PIÉTINEMENT INDUSTRIEL

En 1970 la bourgeoisie présentait la réalisation de

Fos comme le mirage d'une nouvelle Californie française qui fournirait du travail à 100 000 ouvriers et engageait la déportation des ouvriers lorrains conjointement avec la mise au ralenti de la sidérurgie lorraine. Dans les rues de Thionville les promoteurs immobiliers vantaient par affiches le charme de villas provençales à quelques kilomètres du complexe sidérurgique de Fos sur Mer. Aujourd'hui, il faut déchanter. Fos c'est deux millions de tonnes sur les 8 millions prévues, c'est 4 500 emplois sur les 8 700 prévus à la Solmer. Trois mois après la mise à feu du deuxième haut fourneau il est arrêté. La deuxième tranche qui devait porter la capacité de production d'acier à 7 millions est repoussée au delà de 1980, et sera probablement abandonnée. Du fait de la crise de la sidérurgie, les trusts qui ont investi à Fos ne sont pas en mesure de réaliser les projets d'expansions capitalistes, conçus il y a plusieurs années.

L'affaire a de plus en plus une odeur d'échec. Et l'État n'assume même plus les 8 700 emplois industriels sur la zone et les 6 800 emplois tertiaires promis. Même la perspective du canal Rhin-Rhône à grand gabarit ne peut transformer cette situation. Le chômage ne cesse de se développer dans la région. De surcroît les

emplois créés n'ont été occupés que pour une partie par les travailleurs de la région (40 %).

LE SCANDALE IMMOBILIER

Pour prévoir le prolongement immobilier de l'opération industrielle, des terrains périphériques ont été acquis à la hâte par les aménageurs. Résultat : les villes nouvelles se transforment en ghettos faute des liaisons nécessaires. Les liaisons interurbaines sont très mauvaises alors que des liaisons meilleures ont été prévues pour faciliter l'évasion vers Aix, Marseille et Arles... Istres et Miramas souffrent particulièrement du piétinement de l'expansion industrielle et ne comptent plus leurs immeubles vides.

De très nombreux travailleurs n'ont trouvé à se loger, au début, que très loin de leur lieu de travail, à 30, 40 et parfois 80 km à la ronde. Ils subissent chaque jour des temps de transports démesurés. Pendant ce temps, des milliers de logements nouvellement construits sont inoccupés.

Dans toute la région de Fos, avec l'échec des ambitions de l'impérialisme français, apparaissent crûment l'anarchie capitaliste et ses lourdes conséquences pour les travailleurs.

Les maternités privées en faillite

Par manque de bébés, les maternités privées sont en plein marasme. C'est du moins ce qu'affirment leurs directions qui ont organisé une journée d'information pour attirer l'attention sur leurs difficultés. Cette année trente maternités privées ont dû fermer leurs portes parce que leur rentabilité était insuffisante. A ce déficit, une raison objective : la baisse du nombre des naissances qui d'une année sur l'autre ont diminué de 860 000 à 730 000. Il y aurait actuellement en permanence 11 000 lits vides dans les maternités. Les directeurs des maternités demandent en conséquence une augmentation de 25 % du prix de journée qui est déjà fixé à 230 F. Ce secteur qui a été très rentable pendant plusieurs années est menacé d'abandon par les cliniques privées qui comme n'importe quelle entreprise capitaliste n'investissent que dans le rentable.

Les poissonniers menacent de fermer boutique

Lors d'un meeting qui a réuni à Paris un millier de poissonniers, M. Conti, président de la Fédération nationale des commerces de poissons au détail a annoncé qu'il avait demandé à être reçu par le premier ministre et par Villain, le directeur général de la concurrence et des prix. Les poissonniers se plaignent de la taxation des crustacés, coquillages et filets de poissons et déclarent même qu'ils risquent avec les nouvelles mesures annoncées par Barre de travailler à perte. Au cas où ils n'obtiendraient pas satisfaction, ils envisagent de faire grève, mais pas avant le 20 novembre pour ne pas gêner les entreprises de pêche.

L'humanisme de Mme Troisier

Le docteur Solange Troisier, médecin-inspecteur général des prisons, ex député UDR a fait une déclaration en faveur de la peine de mort ce lundi à Nice. «Je suis médecin, humaniste, chrétienne, a déclaré Mme Troisier, et je pense qu'il faut avoir le courage parfois d'aller jusqu'au bout de ses obligations. J'ai assisté à plusieurs exécutions capitales, c'est un spectacle atroce. Il faudrait d'ailleurs remplacer la guillotine par un autre mode de suppression... Je connais bien les prisonniers, les plus durs d'entre eux ne sont pas hostiles à la peine de mort».

Cette dame-patronesse des prisons pétrie d'humanisme chrétien a donc le même point de vue de classe sur la peine de mort que ses malfaits.

Le docteur Troisier a estimé également que les permissions de sortie étaient accordées trop facilement ; selon elle, elles ne devraient être accordées qu'après une longue détention.

Rappelons que seulement 0,43 % des détenus en permission ne rentrent pas. Toute la campagne entretenue sur les permissionnaires en cavale se fonde sur quelques cas isolés.

La seconde mort de Madame B.

Un médecin appelé au chevet de Mme B. à Perpignan avait conclu à la mort et délivré le permis d'inhumation. Madame B. avait mis fin à ses jours en absorbant une forte dose de somnifères. Deux jours plus tard, lors de la levée du corps, les employés des pompes funèbres s'apercevaient que le poulx de Madame B. battait encore légèrement. Elle fut aussitôt transportée à l'hôpital, mais cette fois il était trop tard, malgré des massages cardiaques, elle ne put être ranimée.

RECTIFICATIF

Suite à l'article relatant les obsèques de Lucien Melyon dans le QdP daté du 15 novembre, le Comité de Soutien nous demande de préciser que les déclarations publiées dans cet article n'engagent que les individus qui les ont prononcées, et non pas le Comité de Soutien, et que, d'autre part, vers la fin de l'article, ce n'est pas Christian, comme nous l'avions publié par erreur, qui a dit : «On s'en doutait, mais à ce point-là»...



Quelle audace ! C'est en Lorraine qu'on trouve cette publicité. Quant aux travailleurs lorrains déplacés à Fos ou à ceux de la région marseillaise, ni villas ni air pur : le chômage.

Responsable de la mort d'Isabelle, le père Fabre prétend revenir à l'Espéridou

• Un individu inculpé de coups et violences, dont la responsabilité est mise en cause dans la mort d'une petite fille va-t-il se trouver à la tête d'un établissement pour jeunes débilés ? On se pose la question. Aussi inconcevable que cela puisse paraître on n'est pas loin de voir un tel scandale se produire. Le père Fabre, puisque c'est de lui qu'il s'agit veut reconquérir la direction de l'Espéridou, centre pour jeunes débilés, près de Montpellier.

Le 15 février 1976, la petite Isabelle Le Ménach mourait étouffée dans sa camisole de force dans une sorte de cachot. Isabelle Le Ménach était trop agitée, pour ne pas perturber la sérénité de l'office religieux. Elle avait été placée là par le père Fabre, ancien aumônier militaire du corps expéditionnaire en Indochine et abandonnée à son sort, attachée par des sangles fabriquées par le père Fabre, passées dans des anneaux. Isabelle s'est débattue et en se débattant s'est étouffée.

Ce n'était pas la première bavure à l'Espéridou, mais jusqu'à ce jour les

administrations responsables dont la DDASS (Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale) avaient fait la sourde oreille, malgré plusieurs rapports dénonçant les sévices et les traitements très particuliers infligés aux pensionnaires : des jeunes filles débilés, désignées charitablement sous le nom d'«hunos» (humains non raisonnants) par le père Fabre, dans son jargon. Mais après la mort d'Isabelle, ses parents portent plainte et le père Fabre était poursuivi pour coups et blessures volontaires et pour violence et voies de fait sur mineurs

de 15 ans ainsi que homicide involontaire. Après un court séjour en prison, le père Fabre était remis en liberté sous contrôle judiciaire. Depuis il a réussi à se faire nommer administrateur de l'Oeuvre Chrétienne Garnier, l'association parisienne propriétaire de l'Espéridou. Cette association, il l'avait lui-même fondée pour servir de couverture à l'Espéridou, et avait placé ses pions à sa tête. Désormais, le père Fabre peut révoquer le nouveau directeur de l'Espéridou qui a supprimé les mauvais traitements. Gabriel Assenti, le directeur a refusé de se rendre à la convocation du père Fabre et a créé une association de parents des enfants de l'Espéridou. Il a saisi la préfecture pour empêcher le retour du père Fabre. Mais celui-ci ne se sent-il pas encouragé par la mansuétude de l'appareil judiciaire à son égard ? Dans une lettre à un quotidien



Le Père Fabre, ancien directeur de l'Espéridou.

de soir, l'avocat des parents d'Isabelle, partie civile, M. Ferran dénonçait en effet l'impasse dans laquelle se trouve cette affaire, vingt mois après les faits.

Klaus Croissant : exiger le respect des droits fondamentaux

C'est mercredi que doit être rendue publique la décision du tribunal sur l'éventuelle extradition de Klaus Croissant, vers l'Allemagne; mardi soir, en dépit de l'interdiction, et du déploiement policier, plusieurs milliers de personnes ont défilé à Paris, mais aussi à Saint-Étienne, Grenoble et dans d'autres villes de province, pour exiger sa libération.

Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la liberté pour un avocat victime d'une campagne de diffamation, mais bien la liberté de la défense et le respect de l'asile politique. Pour affirmer ce point de vue, le Mouvement d'Action Judiciaire, le Syndicat des Avocats de France et l'Association Française des Juristes Démocrates appelaient les avocats à se rassembler entre 13 h et 13 h 30 dans la cour du Palais de Justice et à faire une marche de solidarité avant que l'arrêt ne soit rendu.

En Allemagne, 22 avocats en dépit de la chasse aux sorcières qui se poursuit, ont signé une pétition demandant au gouvernement français de ne pas accorder l'extradition; si celle-ci est décidée, déclare le document, le danger existe que Croissant soit soumis aux mêmes conditions pénitentiaires contre lesquelles il s'est battu pour ses clients pendant des années, qu'il soit condamné sur la base des préjugés, de la pression du gouvernement et de la presse surtout que «l'extradition soit utilisée par le gouvernement comme justification de sa politique visant à réduire les droits des accusés et de leurs défenseurs dans les procès pénaux».

Ajoutons également: qu'elle ne serve au gouvernement français de précédent, pour justifier des pratiques semblables à celles employées par la social-démocratie allemande, envers laquelle il a multiplié ces derniers temps les signes de bonne volonté.

Mitterrand à Strasbourg :

L'ALLEMAGNE, VOILA SON MODELE...

Mitterrand était à Strasbourg mardi matin, pour soutenir le candidat socialiste aux élections cantonales partielles de la Robert-sau. Celui-ci a en effet vu son élection annulée au cours de l'été par le Conseil d'Etat, suite à un recours déposé par les candidats de droite battus en 76. Mitterrand a très peu parlé de la division de la gauche, sinon pour réaffirmer qu'il était prêt à tout moment à signer un nouveau Programme Commun. La seule attaque contre Marchais, Mitterrand l'a faite en se payant le luxe d'apparaître plus à gauche, déclarant ainsi: «plutôt que de dire «Si ça ne marchera pas cette fois, ça marchera la prochaine» il faudrait tenir compte du fait que les travailleurs ne peuvent attendre».

Le reste du discours était consacré à attaquer la droite, plus particulièrement Chirac, qui «a fait dérailler le train qu'il accuse maintenant son successeur de ne pas avoir su remettre sur les rails».

Les attaques contre Barre ont été plutôt formelles. En témoigne cette phrase qui en dit long sur l'accord de fond entre le 1er ministre et Mitterrand «il est impossible de demander davantage d'efforts aux travailleurs s'ils ne savent pas que davantage de justice va régner». Les propos démagogiques de Mitterrand lui ont valu quelques applaudissements d'une assistance où la proportion d'ouvriers était assez réduite. Son discours a brillé par un éloge sans nuance pour les réalisations de la social-démocratie allemande et la force de son Mark,

éloge qui ne recueillit que très peu d'applaudissements.

Correspondant
STRASBOURG

STRASBOURG MARDI SOIR MANIFESTATION CONTRE L'EXTRADITION DE KLAUS CROISSANT INTERDITE

Malgré un dispositif policier omniprésent, en vue d'interdire la manifestation de solidarité, des Strasbourgeois ont manifesté contre l'extradition de Klaus Croissant. Ce sont ainsi plusieurs petits regroupements qui se sont effectués, pourchassés par les cars de police. Le comité contre l'extradition est ensuite venu scander son refus des menaces qui pèsent sur l'avocat, au meeting du PS. Nullement gêné, Mitterrand, qui faisait l'éloge de son ami Schmidt, a complètement passé sous silence la grave atteinte aux libertés démocratiques que constituerait l'extradition de Croissant.

PRECISION

Le livre, dont nous avons fait une critique dans *Le Quotidien du Peuple* du 16 novembre 1977, sous le titre «Un rêve socialo-giscardien» est paru aux Editions Jean-Pierre Ramsay.

Conférence de presse de la CFDT

ATTITUDES CRITIQUES A L'ÉGARD DU PCF... ... ET ILLUSIONS SUR LE PS

●Mardi matin, la Commission Exécutive de la CFDT convoitait la presse pour rendre compte des travaux du Bureau National, réunis les 9 et 10 novembre à Paris. A l'ordre du jour de cette réunion figurait en bonne place le compte-rendu des rencontres que la direction CFDT a eues dans la dernière période avec les partis de gauche: PS, PCF, MRG et PSU.

La Commission Exécutive indique qu'elle tire un bilan positif des échanges de vues qu'elle a eus avec chaque parti de gauche. Pourtant, rien de bien nouveau n'apparaît à première vue aussi bien dans le document remis à la presse que dans l'exposé d'Edmond Maire ou les réponses apportées aux questions posées par les journalistes. Le jugement porté par la direction CFDT sur la situation de la gauche et les responsabilités de la rupture ne s'est guère enrichi d'éléments nouveaux. Pour elle, c'est le PCF qui est responsable de la division en maintenant des exigences qui ne se justifient pas du point de vue du nombre des nationalisations.

Avec le PS, la direction CFDT a jugé la rencontre positive et selon elle, une certaine ouverture se serait fait jour sur les propositions CFDT. Cela dit, pour «dissiper les inquiétudes des militants de la CFDT et des travailleurs», la direction CFDT invite le PS à «appliquer dans le domaine des propositions et des actes, la même résolution que celle qu'il déploie pour progresser aux élections». D'autant que, dit-elle, il y a une «inquiétude persistante de nombreux travailleurs devant la distance entre ses orientations socialistes et autogestionnaires déclarées et la nature de ses propositions ou certaines de ses pratiques locales».

ATTITUDES CRITIQUES A L'ÉGARD DU PCF...

A l'endroit du PCF, l'attitude reste nettement cri-

tique. Le décalage flagrant entre le discours et la pratique quotidienne est souligné par la direction CFDT. Tout en évoquant le «renouvellement des thèmes mis en avant par le PCF», elle souligne que «dans les entreprises, les militants du PCF se comportent comme si le langage et les positions de leur parti n'avaient pas changé», ce qui l'incite à «continuer de s'interroger sur sa politique et sa pratique réelle». On ne peut s'y tromper, c'est d'une «mise au pied du mur» dont il s'agit. Et aussi d'une manière de remettre à sa place (une nouvelle fois) Marchais dont les avances de plus en plus pressantes commencent à agacer de nombreux responsables CFDT.

La bataille est rude entre les frères ennemis de gauche pour tenter de s'assujettir la CFDT. Le PCF n'hésite pas à se faire passer pour plus autogestionnaire que les autogestionnaires eux-mêmes, tandis que le PS, tout en se faisant tirer un peu l'oreille, promet malgré tout de prendre plus en compte les aspirations cédétistes.

...ET ILLUSIONS SUR LE PS

Dans ce trafic d'influence, la direction confédérale est en position difficile. Elle se démarque énergiquement du PCF et fustige ses tentatives de récupération et c'est une excellente chose. Cela dit, elle laisse planer de nombreuses illusions sur le parti social-démocrate, qu'une grande masse des militants cédétistes rejette en tant que



parti bourgeois. Chercher appui du côté de Mitterrand pour s'opposer à Marchais ne peut constituer une stratégie de combat, ne serait-ce que pour les revendications des travailleurs.

Jugeant positives les rencontres avec les partis de gauche, la direction CFDT estime que «moins que jamais, elle ne doit se résigner à la division de la gauche». Au delà des revendications dont la satisfaction est d'après elle, ainsi remise en cause, la division risque d'avoir des conséquences plus graves. Comme exemple de ces conséquences, la direction confédérale cite «la démobilité des masses, consécutives à la division de la gauche peuvent ouvrir la voie à un avenir autoritaire ou aventuriste pour le pays en cas de prolongement et d'aggravation de la crise de la société». On peut noter à ce sujet que s'il est vrai que des militants et des travailleurs, déçus par la rupture de la gauche ont tendance à se démobiliser ou se replier sur eux-mêmes, d'autres au contraire une fois les illusions tombées, commencent à rechercher d'autres perspectives. C'est là un mouvement positif que les partis de gauche ont suscité à leurs dépens.

La direction CFDT veut continuer à recoller les morceaux de la gauche. Se plaçant sur son terrain, elle pense que «les positions de tous peuvent évoluer, notamment sous la poids du mouvement

syndical et des luttes sociales.»

1^{er} DÉCEMBRE : POUR QUOI FAIRE ?

Voilà une position qui a le mérite de la clarté. Il s'agirait donc pour les travailleurs de faire pression avec leurs luttes et pour les militants de faire peser le poids de leurs syndicats, pour obliger les partis de gauche à se rabibocher. Dans l'esprit de la direction CFDT, la journée du 1^{er} décembre est ainsi conçue car il serait question pour les travailleurs en plus de «faire avancer les revendications, et sans qu'il soit question en rien de dépasser le cadre syndical», de montrer «par leur unité dans l'action par le contenu de leurs propositions revendicatives, le sens et la nécessité d'un changement profond de la politique économique et sociale et donc d'un dépassement des divergences entre partis de gauche». Edmond Maire indiquait par ailleurs le «caractère volontariste» de cette action destinée à «faire relever la tête aux travailleurs». C'est un peu facile de se plaindre aujourd'hui du fait que les travailleurs ne luttent guère quand on a, de concert avec les autres, organisé la démobilité depuis un an, et particulièrement après la vigoureuse poussée du 7 octobre. Ce n'est pas en tout cas en proposant aux travailleurs de faire grève le 1^{er} décembre pour obliger les partis de gauche à renouer, que l'on pourra relancer l'action.

Gérard PRIVAT

DANS LA «MAJORITÉ»... PAYSAGE POLITIQUE TOURMENTÉ

«Le gouvernement a peut-être à faire lui aussi son examen de conscience», écrivait récemment *La Lettre de la Nation*, publication du RPR, qui évoquait pêle-mêle à cette occasion le budget de la défense nationale et «la protestation des commerçants». Et de conclure : «le gouvernement doit, mardi, commencer la mise en forme des objectifs d'action que le premier ministre compte proposer aux électeurs. Là, le plus difficile sera de trouver quelque chose de plus que les formations de la majorité. Mais il n'y a pas urgence». Tel est le ton sur lequel, chez les chiraquiens, on traite aujourd'hui l'action de Barre et sa préparation d'un «programme» pour 78 : les relations ne sont pas au beau fixe.

La grogne qui tend à nouveau à s'installer au sein de la majorité et que Soisson, chef du parti giscardien, qualifie de «signes d'énervement», a connu ces derniers temps plusieurs manifestations.

Il y a eu, au Parlement, la décision de repousser l'adoption des crédits d'équipement du ministère de la défense, jugés insuffisants sur plusieurs points par une majorité de députés et au sujet desquels ceux-ci se plaignaient par ailleurs de ne pas disposer des informations nécessaires. Bien sûr, certains députés giscardiens ont pu s'associer à cette prise de position. Mais il n'aura échappé à personne que l'attaque est venue principalement de Le Theule, rapporteur RPR de la commission parlementaire, et d'autres membres du même groupe.

CHIRAC «MEILLEUR ÉCONOMISTE» QUE BARRE ?

Il y a eu le discours fait par Chirac à la mutualité devant les PME, qui s'en est pris ouvertement aux dernières mesures de Barre sur les prix alimentaires : «inefficace, inutiles et vexatoires», ces mesures trahissaient selon le président du RPR «le pilotage à vue dans le brouillard,

incapable de nous sortir de la crise». Volée de bois vert destinée au «meilleur économiste de France», qui avait de son côté l'habitude de faire porter le poids de ses difficultés à la politique menée par son prédécesseur Chirac. Certes, la démagogie électorale doit être ici pleinement prise en compte. Mais il n'est pas indifférent qu'elle s'exerce aux dépens du premier ministre. D'ailleurs, parlant à Saint-Etienne, Chirac devait récidiver en prononçant «la reprise vigoureuse de la croissance», orientation ouvertement contradictoire avec celle de Barre.

DES NÉGOCIATIONS LABORIEUSES

Enfin, les négociations en cours entre les formations de la «majorité» pour les élections de 78 ont donné lieu à des difficultés plus graves que ce à quoi les dirigeants de la droite prétendaient s'attendre. La publication de leurs décisions, qui fait au demeurant ressortir bien plus de «primaires» que de candidatures uniques, avait été reportée d'une semaine pour permettre de résoudre les problèmes portant sur le partage des sièges à Paris et dans les colonies. Finalement, elle s'est effectuée sans qu'un accord

ait été réalisé sur ces deux points.

PAYSAGE CHANGEANT

Le fond de la scène, c'est bien entendu, le «changement du paysage politique» dû, selon Barre, à la crise interne à la gauche. Chirac n'avait pas manqué de dénoncer à Saint-Etienne ceux qui «préfèrent la manœuvre et sont préoccupés de préparer en coulisse des reclassements éventuels, de supputer des alliances nouvelles». Effectivement, les contradictions qui opposent aujourd'hui le PS au PCF ne manquent pas, dans la droite non chiraquienne, de susciter des espérances et d'alimenter des projets.

C'est Soisson, récemment promu chef du parti giscardien, qui affirme : «Le Parti républicain veut contribuer à l'entente des Français (...) Il s'agit dès lors pour nous d'élargir la base populaire du président de la République. Il s'agit de lui donner en 1978 les moyens parlementaires de sa politique». C'est dire qu'il ne les avait pas jusqu'ici. Une seule explication est possible : le poids du RPR dans la majorité parlementaire. Un seul but peut en découler : le «rééquilibrage» du parlement à ses dépens, l'ouverture possible vers de nouvelles combinaisons du côté des radicaux de gauche et des socialistes. Naturellement, Servan-Schreiber se dépêche d'aller encore beaucoup plus loin, évoquant ouvertement «un large accord, public, des courants politiques (socialistes, radicaux, réformateurs, giscardiens)».

UN «PROGRAMME» CONTRE LE RPR

C'est dans ce contexte que Barre vient de lancer son opération «programme de gouvernement». On sait que l'hostilité du RPR l'en avait empêché alors qu'il entendait le rendre public en septembre. Cette fois-ci le Premier ministre, certainement avec l'appui du Président de la République, semble bien décidé à passer outre. Côté chiraquien, on n'a pas fini d'entendre les récriminations.

Voici quelques mois, la victoire de la coalition électorale du programme commun avait contraint les partis de droite à faire taire leurs querelles pour pouvoir faire front avec quelque crédibilité. Cette fois, la crise interne à la gauche ranime les rêves giscardocentristes de «troisième force» en alliance avec le PS : une telle situation ne peut déboucher que sur un affrontement plus ou moins ouvert avec les chiraquiens.

Jean LERMET

Les déclarations de Delors au Monde

UN EXEMPLE DE GISCARDO-SOCIALISME

Dans ses deux derniers numéros, *Le Monde* a publié une interview de Jacques Delors. Le nom rappelle quelque chose : il s'agit de ce conseiller de Chaban-Delmas, auteur des «contrats» de collaboration de classe du début des années 70, qui a jugé opportun en 1974 de rallier le Parti Socialiste. A cette occasion, il ne faisait d'ailleurs que manifester publiquement des sympathies politiques qu'on lui connaissait déjà depuis longtemps. Plus que par leur contenu immédiat, les déclarations de Delors sont significatives de deux façons : par la fidélité au passé qu'elles manifestent, et par leurs convergences avec les projets giscardiens.

Fidélité au passé : M. Delors n'a rien à renier, apparemment, de son action alors qu'il était un des plus proches conseillers du pouvoir. Aujourd'hui encore, il regrette que «la dynamique de la réforme se soit vite enrayée. C'est ainsi que les pratiques de concertation et de négociations ont à nouveau régressé à partir de 1972». Et de confirmer encore : «Certains ont fait échouer simultanément le remembrement des communes, la réforme régionale et l'expérience décentralisée de la formation permanente.» Enfin, ouvertement, «l'idée de décentralisation n'est pas absente de la thérapie que j'avais proposée et mise en œuvre de 1969 à 1972, et dont l'esprit demeure valable aujourd'hui.»

En somme, M. Delors s'affirme prêt à recommencer, dans les années à venir, la politique menée il n'y a pas si longtemps sous Pompidou. Au reste, un passage de son interview envisage sans fard que «les constructions de l'avenir» devront être engagées au lendemain des élections de 78, «quel que soit leur résultat». Est-ce assez dire que, même si la majorité devait l'emporter, Delors se trouverait prêt à proposer sa «réforme» en collaboration avec les giscardiens ? Au reste, ces derniers temps, on reparle de Chaban-Delmas : Giscard le reçoit avec d'autant plus d'égards qu'il s'oppose à Chirac parmi les anciens gaullistes. *Le journal du Dimanche* estimait même qu'il avait de plus en plus le «profil» d'un premier ministre. Parmi les solutions qui s'offrent à Giscard aux lendemains de 78, Delors envisagerait-il de jouer le rôle de pont entre un gouvernement Chaban-Delmas et le parti

socialiste ? En tout cas, les convergences évidentes entre ses propos et le livre de Giscard, *Démocratie française* tracent aujourd'hui de lui le portrait d'un homme prêt à collaborer avec le président de la République.

Il est vrai que cette classe à laquelle ils appartiennent l'un et l'autre a aujourd'hui un grand souci. L'«expert» du PS l'exprime ainsi pour son compte : «Sans doute la psychologie de crise a-t-elle pu jouer un temps le rôle d'anesthésiant, la crainte du chômage freiner

les explosions de mécontentement. Sans oublier la perspective d'une victoire de la gauche, en mars 78, qui a focalisé les espérances et neutralisé provisoirement une bonne partie des actions revendicatives. Mais rien n'est réglé pour autant. Un diagnostic, même sommaire, permet de déceler les causes des malaises qui, un jour ou l'autre, engendreront les explosions.» La citation est un peu longue, mais traduit bien la préoccupation essentielle de la bourgeoisie : celle de sa propre crise politique.

Jacques Giscard et Valéry Delors

Entre les propos de Jacques Delors et le livre de Giscard, «*Démocratie française*», le recoupement des thèses est fréquent et significatif. Jugeons-en plutôt :

«Il y a dans notre société des inégalités choquantes en matière de chances, de conditions matérielles d'existence et de pouvoir qu'il faut combattre vigoureusement.» J.D.

«La croissance n'a pas fait disparaître les inégalités et elle en a parfois créé de nouvelles.» V.G.E.

«Prenons l'exemple des conditions de travail. Au départ, que de scepticisme chez les travailleurs, que de résistances sourdes de la part de l'encadrement (...) Or l'expérience montre comment ces obstacles peuvent être surmontés par la vigueur des faits.»

J.D.

«Dans la vie professionnelle, l'organisation sociale doit favoriser l'épanouissement et non l'écrasement de la personnalité. Tâche (...) qui appelle le développement des expériences, encore timides, d'enrichissement des tâches et d'organisation d'équipes autonomes.» V.G.E.

«Reconnaissance pleine et entière du fait syndical ; mise en jeu de la responsabilité des acteurs sociaux, et pas simplement de l'Etat, et donc un bon usage de la loi et du contrat, une articulation correcte des niveaux de négociation.» J.D.

«Des employeurs à l'esprit ouvert et des syndicats responsables ont su, année après année, convenir de la répartition entre tous les échelons d'une masse salariale préalablement négociée entre eux. Que cette répartition ait pu être décidée en commun atteste qu'au terme de discussions forcément tendues, un consensus minimum s'est chaque fois dégagé.» V.G.E.

«En ce qui concerne la décentralisation, tout a été dit (...) Deux orientations restent fondamentales : le refus du centralisme et le choix d'une bonne hiérarchie des niveaux de compétence.» J.D.

«Un puissant mouvement de décentralisation est nécessaire, qui transfère à des collectivités locales revigorées et dotées de ressources financières appropriées des attributions détenues par l'Etat.» V.G.E.

Tout au long des déclarations de Delors, les maîtres-mots sont «décentralisation, participation, formation permanente, consensus, égalité des chances», ceux-là mêmes de Giscard. Avec, au passage, ce coup de chapeau au président de la République «Les propos étaient audacieux, par exemple, quant à la volonté de réformer l'entreprise ou de lutter contre les inégalités». L'échec est venu de la résistance des «nantis» qui «avaient, auprès de cette majorité, les moyens de se faire entendre». Qui sait, avec une majorité de rechange...

Petite revanche

«Ce n'est pas faire de l'électoratisme que de dire qu'il faut d'abord gagner les élections pour faire une nouvelle politique de l'économie, dont le thème central sera «non au chômage». D'ici là, le gouvernement, malgré ses efforts, ne peut trouver que des accommodements à un mal qu'on aurait tort de croire inévitable, voire nécessaire». C'est ainsi que «la Lettre de la Nation», du RPR, commente les statistiques truquées de Beullac sur le chômage, auxquelles elle ne croit guère. A l'été 76, un conflit opposait Giscard et Chirac, alors premier ministre : celui-ci voulait faire des élections tout de suite, pour s'occuper d'économie après. Aujourd'hui, il met à profit les échecs rencontrés par Barre, qui a fait la politique inverse, pour rappeler sa position d'alors.

Catalogue

Accession à la propriété du logement, téléphone gratuit pour les personnes âgées, la retraite à la carte, l'initiation au travail manuel à l'école... Ce sont quelques unes des «vingts et une propositions» avec lesquelles le parti giscardien prétend attraper les électeurs en mars prochain. Est-ce que vous n'avez pas déjà entendu ça quelque part ? D'ailleurs, il paraît que le «programme de gouvernement» préparé par Barre ressemblerait comme un frère à celui du «parti républicain».

INTERNATIONAL

Congrès du SPD à Hambourg

Qui doit payer la répression policière ?

Selon une décision récente du ministère de l'intérieur de Schleswig-Holstein, c'est aux manifestants qu'il incombe de porter les frais de l'engagement de forces de l'ordre lors de manifestations anti-nucléaires. Voici comment 21 membres d'un groupe anti-nucléaire se voient contraints de verser la somme de 5 384 D.M. chacun (soit environ 1 100 francs), payable sous huitaine. C'est la « destruction obligatoire à titre onéreux » du village anti-nucléaire de Brockdorf qui nécessiterait de telles sommes, mêmes qualifiées de « inhabituellement élevées » par la presse bourgeoise aussi (Süddeutsche Zeitung). Entre le 5 et le 9 août 1977, plusieurs groupes anti-nucléaires avaient construit ce village juste devant le terrain sur lequel doit s'élever la centrale nucléaire de Brokdorf. Ce village destiné avant tout « à faciliter les discussions entre la population locale et les visiteurs » a été rasé par la police le 9 août.

« Nous ne sommes pas prêts et d'ailleurs même pas en mesure de supporter les frais de l'engagement de la police », ont déclaré les militants concernés. « Une telle méthode vise surtout à faire taire tout adversaire du nucléaire ».

A Hanovre également est examinée actuellement la possibilité de faire payer aux manifestants l'engagement de la police lors de la manifestation à Grohnde, le 19 mars, et de la destruction du village anti-nucléaire Grohnde.

DANS UN CLIMAT DE DÉLATION

● C'est dans un climat particulièrement chargé de soupçon et de menaces que s'est ouvert mardi à Hambourg le congrès du Parti social-démocrate ouest-allemand. A l'intérieur, policiers en uniformes et en civil sont là pour rappeler aux congressistes d'avoir à serrer les rangs autour de Schmidt et de son gouvernement ; à l'extérieur, dans toute l'Allemagne, hélicoptères et policiers surveillent tous les aéroports, pour découvrir les « terroristes » qui essaieraient, comme ils en auraient fait la menace, de faire sauter des avions de la Lufthansa.

Les dirigeants du SPD ont trouvé dans l'hystérie policière déclenchée autour de l'affaire Baader, l'occasion rêvée pour rappeler leurs adhérents à la discipline et faire accepter tous les aspects, même les plus contestés, de la politique de Schmidt, comme la mise en place de centrales nucléaires. L'heure est à la « responsabilité pour l'Etat ». Tel est le mot d'ordre donné au congrès ; toute contestation si timide soit-elle, dans les rangs du parti, serait

jugée comme criminelle. « Helmut Schmidt a bien défendu les intérêts nationaux, la social-démocratie n'a nullement l'intention d'abandonner le pouvoir, le chancelier peut compter sur elle » a donc clamé Willy Brandt. A ceux qui auraient l'audace de soulever quelque objection, on répond durement : « vous préférez voir Strauss au pouvoir ? » Or, Strauss a récemment reproché à Schmidt sa mollesse en matière de répression ! Il n'en faut pas plus à ce dernier pour se payer à bon compte un visage de « démocrate ». « Nous n'avons pas besoin d'une juridiction spéciale de guerre civile, bien merci, déclare-t-on à la tribune, car nous n'avons pas de guerre civile. » Mais les poursuites engagées contre les membres de la Fraction Armée Rouge continuent de donner lieu aux exactions policières les plus incontrôlées, la chasse à l'homme se poursuit, la mise en fiche des opposants, fussent-ils éventuels, également, comme le montrent les documents que nous publions ci-dessous.

Schmidt veut transformer les postiers en policiers

Après les tracts avec les photos des seize terroristes suspects diffusés à des millions d'exemplaires dans toute la République fédérale ; après l'installation de lignes téléphoniques spéciales permettant d'entendre les voix des enlèveurs de Schleyer, ou bien donnant la possibilité à ceux qui s'en servent de fournir des « indications » anonymes ; après la diffusion de tracts expliquant les habitudes de logement de terroristes (votre voisin a-t-il peu de contact avec les autres locataires de l'immeuble ? A-t-il changé les serrures lors de son emménagement ? Rentre-t-il de préférence à la nuit tombée ? Sort-il à des heures irrégulières ? Ses visiteurs

viennent-ils de toute l'Allemagne fédérale, voire de l'étranger ? — Dans ce cas, êtes vous bien sûr qu'il ne s'agit pas là d'un dangereux terroriste ?) — après tous ces encouragements ouverts à la délation, l'Office criminel fédéral (Bundeskriminalamt) lance un nouvel appel à la collaboration, adressé cette fois à un groupe bien précis de la population allemande : le questionnaire publié ci-contre a été remis à tous les facteurs et tous les employés de guichet de Berlin-Ouest à qui on demande de faire preuve, à l'égard de leur clientèle, de dons d'observation extraordinaires et d'une vigilance policière de tous les instants.

QUESTIONNAIRE REMIS AUX POSTIERS DE BERLIN-OUEST

Caractéristiques de la personne
I AGE ESTIMÉ

2 Apparence en général soigné négligé
2.1. maintien droit courbé
2.2. comportement sûr de soi pas sûr de soi
2.3. voix Haute - basse claire - enrouée
2.4. expression recherchée sans accent régional
accent régional, lequel ? particulier
2.5. démarche droite allemand incorrect
courbée traînante
rapide précipitée
en canard

3 TAILLE (estimé par rapport à quel point fixe)

4 CORPS — svelte — fort — malingre — trapu

5 cheveux lisse ondulés brosse beatle avec raie (dr/g) calvitie sans raie

6 Couleurs des cheveux noirs bruns chatains clair gris/poivre et sel
bruns blonds roux
chatains blancs blond roux

7 Forme de la tête ronde ovale triangulaire carrée trapézoïdale

8 Visage frais pâle lisse bouffi
rougeaud ridé joues creuses
8.1. Yeux bruns boutonneux taches de rousseur
gris bleus verts/mélangés
8.2. Porteur de lunettes genre bleu gris louche gauche dr.
lunettes médicales lunettes antisolaires

8.3 Sourcils minces droits
broussailleux arrondis

8.4. forme du nez bourbonien - droit - rentré - crochu - ondulant - grand - petit - épâté

8.5. Bouche grande petite lèvres épaisses (1. négroïdes)
lèvre supérieure épaisse lèvre inférieure épaisse
lèvre supérieure mince lèvre inférieure mince

8.6. Menton en galoche carré double menton
fuyant pointu fossettes
8.7. Barbe bouc favoris moustache

9. Mains soignées non soignées usées
9.1. Etat ongles noirs ongles rongés
9.2. Forme mince doigts boudinés pileuses
larges osseuses non pileuses

10 Habillements
10.1 manteau couleur coupe/boutonnière
10.2. complet couleur simple croisé
10.3. complet de ville jaquette simple croisé
blouson boutonné fermeture éclair
veste en cuir boutonné fermeture éclair
10.4. Chemise couleur chandail couleur forme
10.5. Pantalon couleur jambe pas large jambe large
10.6 Couvre-chef couleur chapeau beret basque casquette

11 Bijoux talisman bracelet bagues

Bei Nichtzustellung an den Empfänger bitte mit dem Grund der Nichtzustellung an Absender zurückschicken.
Postvertriebsstück
Gebühr bezahlt
D 1870 CX
Informations Dienst
Postfach 90 03 43 6 Ffr. 90

Achtung, liebe Abonnenten!
Wenn auf dem Adressaufkleber das Zeichen !! auf taucht, bitte baldiges Geld auf das ID-Konto über weisen—sonst meinen wir, ihr wollt keinen ID mehr UND STELLEN DIE LIEFERUNG EIN !!

Vollständigkeit des letzten ID: Freitag Nr. 292

WAIT A MINUTE, MR. POSTMAN

BERLIN 3. November Die unten abgedruckten Blätter hat zumindest in Berlin (aber wohl nicht nur da) jeder Briefträger und jede

Schalttafel, um seine lieben Kameraden näherzukommen. Man beachte die Differenzierung der Individualität und Menschenwürde amtlich erlassen zu können!

Merkmale zur Personenbeschreibung

1 Geschätzter Titel

2 Gesamterscheinung geistig körperlich
2.1 Haltung leicht schwerfällig
2.2 Auftreten zurückgewandt offen
2.3 Stimme hoch tief klar rau
2.4 Sprache gewandt unbeholfen
 flüchtig ausführlich

2.5 Gans sauber schmutzig
 gepflegt ungepflegt
 sauber schmutzig

3 Körperlänge (gleichzeitig mit Item 2.2.2.)

4 Körperform schlank mittel schwach dünn
 dick stark mager

5 Frisur glatt kurz lang offen
 gewellt struppig gestrichelt offen

6 Haarfarbe schwarz dunkelbraun grau/weiß
 braun rotbraun rot weiß

7 Kopfform rund oval eiförmig verengt pyramidal

8 Gesicht rund oval rechteckig länglich
 eiförmig verengt pyramidal
 quadratisch rechteckig länglich

8.1. Augen blau grün braun grau
 schwarz blau grün braun grau

8.2. Nase gerade gebogen verengt
 verengt verengt verengt

8.3. Lippen dünn dick rechteckig rechteckig
 rechteckig rechteckig rechteckig

8.4. Mund groß klein rechteckig rechteckig
 rechteckig rechteckig rechteckig

8.5. Kinn hoch niedrig rechteckig rechteckig
 rechteckig rechteckig rechteckig

8.6. Hals lang kurz rechteckig rechteckig
 rechteckig rechteckig rechteckig

8.7. Ohren groß klein rechteckig rechteckig
 rechteckig rechteckig rechteckig

8.8. Haare glatt gewellt rechteckig rechteckig
 rechteckig rechteckig rechteckig

8.9. Hände groß klein rechteckig rechteckig
 rechteckig rechteckig rechteckig

8.10. Füße groß klein rechteckig rechteckig
 rechteckig rechteckig rechteckig

8.11. Kleidung sauber schmutzig rechteckig rechteckig
 rechteckig rechteckig rechteckig

8.12. Schmuck vorhanden nicht vorhanden rechteckig rechteckig
 rechteckig rechteckig rechteckig



«POURQUOI LE PCF NE PEUT-IL SE PASSER D'ALLER AU GOUVERNEMENT ?»

A la suite de la cassure de l'Union de la Gauche, nous avons recherché précisément le «pourquoi» de cette cassure et par suite, la question de savoir quelle va être la tactique des partis de «gauche» avant et après 78.

Ainsi nous avons réfléchi sur les solutions qu'il reste au PCF pour arriver au stade de capitalisme d'Etat. Voici brièvement les positions qui ont été exposées :

1) - ou le PCF se voit contraint de passer un accord électoral avec le PS.

2) - ou le PCF fait une campagne sur le thème : «L'Union n'est plus possible, le PS vire à droite» et va seul aux législatives. Dans ce cas-là, le PS peut encore avoir une majorité, avec la complicité de Giscard, ou la droite passe seule. Alors, ne reste-t-il pas au PCF de jouer sa carte dure, sa carte «gauchiste». En effet, le PC sait très bien que la crise est profonde, qu'elle ne va que s'approfondir et que le PS ne peut pas s'en sortir. Par là, s'appuyant sur un mouvement de masse alors inévitable, le PC essaie de faire

tellement pression sur le gouvernement, au point de le faire tomber, et de prendre les rênes du pays.

Comment avons-nous essayé de répondre ?

1) - Pourquoi le PC ne peut-il se passer d'aller au gouvernement ? C'est la question essentielle sur laquelle nous butons. Pourquoi est-ce nécessaire pour faire avancer le projet de capitalisme d'Etat ?

Ensuite Marchais ne demandera-t-il pas des garanties pour sa participation au gouver-

nement ? Et quelles sont les garanties que veut et que peut obtenir le PC du PS ?

2) a) - Même en admettant que, par le biais de l'organisation syndicale, le PCF puisse contrôler le mouvement de masse à son début, est-ce que ce n'est pas un couteau tranchant sur la gorge de Marchais ? A savoir que, si ce mouvement de masse intéresse le PC dans un premier temps, il faut qu'il puisse ensuite le récupérer à son profit. Or, ce n'est pas une chose évidente comme

ça, car la crise politique actuelle pourrait se transformer en crise révolutionnaire.

Autrement dit, le PCF peut-il se retrouver à la tête d'un mouvement de masse pour faire tomber le gouvernement d'après les élections, en sachant que les masses affronteront alors l'appareil d'Etat bourgeois, les patrons et leurs hommes de main ?

b) - Un gouvernement d'après 78 céderait-il devant un mouvement de masse, avec à sa tête le PCF ?

3) - D'autre part, est-ce que la bourgeoisie

n'a pas intérêt à un capitalisme d'Etat plutôt qu'à une crise révolutionnaire ? Pour pouvoir se situer historiquement, il s'agit de savoir quelle est la différence entre le Capitalisme Monopoliste d'Etat et le capitalisme d'Etat ? Finalement, le capitalisme d'Etat est-il ou non une étape entre le C.M.E. et le socialisme ou simplement une variante du C.M.E. ?

Des camarades lecteurs du Quotidien du Peuple Dunkerque

Camarades,

La première question qui est posée est celle du «pourquoi» de la cassure de la gauche. La raison première est l'existence de deux projets bien différents, d'un côté, pour le PS, la volonté de gérer la crise en se contentant «d'améliorer» quelques rouages ; d'un autre côté, pour le PCF, de mettre en place un capitalisme d'Etat. Définir un programme commun de gouvernement qui satisfasse PS et PCF, qui permette aux uns et aux autres de pouvoir avancer dans leur projet relève de la gageure. On comprend alors l'âpreté des négociations, l'âpreté telle qu'elle peut parvenir à la désunion que l'on constate aujourd'hui. A terme, aucune coexistence n'est d'ailleurs possible entre deux projets aussi différents, et l'éclatement de l'Union de la gauche est inéluctable. Le temps de la rupture complète est-il venu ? Nous ne le pensons pas. Le déroulement des deux projets n'est certes pas une voie rectiligne, et de multiples facteurs peuvent influencer dessus, le ralentir ou le modifier dans les formes, sinon dans le fond. Par exemple, il est certain que le jeu des contradictions, dans le PS comme dans le PCF, joue un rôle dans l'attitude des deux partis bourgeois aujourd'hui : il en est beaucoup dans le PS qui voient d'un bon œil les appels du pied immédiats de la droite, comme il en est dans le PCF qui

s'appuient à fond sur le réflexe «anti-socialos».

Est-ce à dire pour cela que les projets et les tactiques des deux principaux partis de l'Union de la gauche ont changé depuis quelques mois ? Non.

Que le PS envisage de gouverner avec la droite giscardienne n'est pas une nouveauté. C'est inscrit dans sa logique de parti charnière, et les exemples fourmillent de similitudes entre la politique de Giscard-Barre et les «propositions» de Mitterrand et des siens. Mais que signifierait un accord aujourd'hui avec une droite très largement désavouée ? Essentiellement la disparition d'un des espoirs-clés de Mitterrand, celui du consensus social, celui d'une tentative d'instaurer à vaste échelle une collaboration de classe susceptible de «faire passer» sans riposte des mesures d'austérité contre la classe ouvrière. Si Mitterrand peut encore faire illusion qu'advierait-il de lui s'il venait à s'allier aujourd'hui avec un Giscard ou un Barre dont les travailleurs savent qui ils sont ? L'idée de Mitterrand dans la période, c'est celle d'un gouvernement socialiste autonome, visage, paroles et réformettes de gauche, austérité et répression de droite. Comme il le voudrait, cet accord électoral lui donnait les voix et la caution du PCF sans l'obliger à appliquer un programme contraignant et impliquant un pas en avant du PCF !

Qu'en est-il du parti révisionniste ? Il veut le capitalisme d'Etat. D'ailleurs, l'analyse de ses propositions dans leur globalité fait que le terme de capitalisme d'Etat revient de plus en plus souvent pour caractériser son projet. La notion de capitalisme d'Etat demande que l'on y revienne, et nous le ferons. Mais en tout état de cause, s'appuyant sur le rôle prépondérant d'un parti révisionniste, elle se rapporte essentiellement aux exemples des pays de l'Est plus qu'à telle ou telle expérience de capitalisme d'Etat qui peut exister dans des pays du Tiers Monde. Monopolisation accrue, pouvoir concentré dans les mains d'une couche de gens «compétents», bureaucratisés, toute-puissance de l'appareil, étouffement de la classe ouvrière par la chape de plomb d'un «parti» révisionniste étendant ses ramifications dans les usines, par les «syndicats», dans les quartiers par les «organisations de masses», etc. Voilà où mène le projet du PCF, voilà où il veut en venir.

Comment entend-t-il y parvenir ? Par la voie des élections telles qu'elles existent aujourd'hui ? C'est exclu. Le PCF tourne toujours autour de 20 % des voix et, en tout état de cause, on ne voit pas pourquoi la bourgeoisie en place aujourd'hui, maîtresse du jeu électoral, favoriserait d'une quelconque manière un parti qui veut recomposer la classe dominante.

Alors, comme vous l'évoquez, le PCF va-t-il conserver une ligne «dure», refuser toute «compromission» avec ceux qui gèrent la crise et compter s'appuyer sur un véritable mouvement de masse pour parvenir au pouvoir. Cette deuxième solution n'est guère plausible, et ce, pour deux raisons principales :

1) Depuis des années et des années, le PCF axe toute sa propagande sur l'Union de la gauche, il répète inlassablement à ses militants que là est le moyen de parvenir au pouvoir, il s'adresse inlassablement aux masses pour leur dire que là est la solution de leurs maux, dans la présence d'un gouvernement de gauche capable de satisfaire des revendications importantes, comme les salaires, la retraite, les 40 heures, etc.. Après avoir rejeté ça pendant plus de 10 ans, après avoir regonflé une SFIO moribonde, le voilà qui dirait «On s'est trompé, il faut une autre tactique». Comment de pas imaginer que le crédit du PCF dans les masses en prendrait un coup et que des contradictions en son sein se développeraient alors ?

2) Accepter l'idée que le PCF pourrait se faire porter au pouvoir uniquement par un mouvement de masse, c'est ne pas prendre en compte suffisamment la situation politique dans la classe ouvrière aujourd'hui. Cela voudrait dire, ou bien que la confiance dans le

PCF serait sans partage, ou bien que le parti révisionniste serait suffisamment fort pour contrôler et duper les masses, au moment où celles-ci sont en lutte, en pleine effervescence politique.

Cela voudrait dire que les organisations syndicales CGT et CFDT vont quasiment dans leur ensemble dans le sens du projet révisionniste, cela voudrait dire que les révolutionnaires, de fait, n'auraient aucune prise. Autant de conditions qui ne sont pas réunies pour le PCF, bien au contraire.

Et surtout, dans l'hypothèse envisagée, le PCF, dans l'opposition «pure et dure», ne dispose que de peu de positions dans l'appareil d'Etat, comme c'est le cas aujourd'hui.

Or, précisément pour parvenir au pouvoir, le PCF compte s'appuyer sur un mouvement de masse, mais suffisamment limité, contrôlé, notamment par le fait même que le PCF dispose déjà de positions importantes dans l'appareil d'Etat bourgeois.

Cette logique du putsch - nous sommes là aux antipodes d'une insurrection prolétarienne - nécessite d'être dans la place, d'avoir par exemple, c'est un vœu des révisionnistes, le contrôle d'un ministre des collectivités locales, d'avoir des hommes haut placés dans la police, de maîtriser différents rou-

ages de l'énorme machine bourgeoise. Sur quelles bases le PCF peut-il espérer se servir d'un mouvement de masse ? Certainement pas, nous l'avons vu, en faisant dire «Le PCF au pouvoir». Les masses ne suivront pas. Par contre, s'il y a déjà des ministres révisionnistes au gouvernement, s'il y a déjà des préfets révisionnistes, des directeurs de sociétés révisionnistes, le PCF jouera la carte. «Nous avons été portés là par le suffrage universel, sur la base d'un programme précis. Or on veut qu'on n'applique pas ce programme, on veut que l'on s'en aille. Nous n'acceptons pas cela. Nous nous accrochons à nos places et nous demandons aux masses de nous soutenir par tous les moyens». Et on sait quel vent de démagogie Marchais et les autres pensent faire souffler.

Participer au gouvernement avec, c'est évident, un minimum de garanties préalables est indispensable au PCF. D'une manière ou d'une autre et au-delà de la désunion d'aujourd'hui, il fera tout cela. C'est une condition vitale pour espérer réaliser son projet. Mais en même temps, on voit la fragilité du projet des révisionnistes : tout développement significatif de l'autonomie et de la conscience révolutionnaire des masses compromet de façon décisive les chances du PCF de réussir dans sa démarche putschiste.

abonnez-vous abonnez vos amis

PARMI LES CADEAUX

Dansons avec les travailleurs immigrés

Disque du Temps des Cerises

«Le temps des cerises», 33 tours mono, enregistré en octobre 1974. **Face A** : Les faux touristes, Les partisans, Versailles (poème à propos de l'assassinat dans un commissariat à Versailles d'un travailleur algérien), Le front uni des travailleurs.

Face B : Nous allons vous conter (description des méfaits de la circulaire Fontanet). L'Internationale.

Ce travail est le produit d'une rencontre entre plusieurs groupes composés de travailleurs qui désiraient s'exprimer par la musique pour contester la société actuelle et venant d'horizons différents : ouvriers, employés et étudiants de Paris, Lyon, Montpellier, quelques travailleurs immigrés (Tunisien, Algérien, Martiniquais...)

Les musiciens du collectif avaient étudié à la fois les chants révolutionnaires traditionnels du mouvement ouvrier et les rythmes et chants employés en France par les travailleurs immigrés dans leurs luttes (particulièrement lors de la grève des travailleurs maghrébins pour leur carte de travail). Il y a donc dans le disque une synthèse de tout cela. A noter : la chanson tunisienne «Sidi Mansour» détournée par les grévistes — l'utilisation de formes musicales populaires très proches existantes dans le patrimoine culturel tunisien et espagnol — la reprise par la fanfare de la chanson des grévistes au milieu du morceau et du chant des partisans de l'armée rouge à la fin.

Près de deux mois après la rentrée, il est temps de s'assurer que chaque abonné reçoit son journal dans de bonnes conditions. La généralisation de la télé impression nous a obligé à paraître en édition du soir. Quel effet cela a-t-il sur l'acheminement du journal ? Normalement, puisque nous sortons plus tôt, le journal

Voici plusieurs semaines que nous avons lancé notre formule 77 - 78 d'abonnements amis. En répondant nombreux à notre appel vous avez voulu apporter votre soutien financier au journal, et vous nous avez fourni une avance sur les ventes qui nous est indispensable. En même temps dans vos lettres vous dites souvent votre désir de correspondre régulièrement avec le journal, de l'enrichir par vos critiques et vos suggestions. Cette campagne doit permettre de resserrer les liens entre le journal et les lecteurs.

Mais aujourd'hui cette campagne doit franchir une nouvelle étape. Et cela dépend de vous. A-

bonne vous, mais aussi abonnez autour de vous, votre atelier ou votre bureau.

Vous tous qui lisez le journal occasionnellement mais avec intérêt, pourquoi ne pas vous abonner, c'est aussi l'assurance de ne rien «manquer» d'important dans le journal. Vous avez des difficultés financières, nous avons calculé le prix de l'abonnement au plus juste, vous pouvez le régler en plusieurs versements. Mettons à profit ce que la désunion de la gauche fait peser d'interrogations politiques nouvelles, pour faire connaître davantage le Quotidien du Peuple, élargir le nombre de ses lecteurs réguliers.

LA CARTE D'ABONNÉ AMI VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRM
- *Pékin Information*
- *La Chine en Construction*

Réception du *Manifeste pour le Socialisme*

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Paule Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Les enfants de Xisha* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFTD, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- *Kan Bate lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : *Checca*
- Chile *Resistencia*
- *Neussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

arrive plus tôt dans les centres de tri parisiens, et devrait donc être acheminé dans de meilleures conditions, en particulier en ce qui concerne nos lecteurs parisiens. Pour nous en assurer, nous invitons nos abonnés à remplir pendant une semaine le questionnaire suivant. D'avance nous les en remercions.

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

<i>Besançon</i>	Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%) Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
<i>Bordeaux</i>	Lib. Mimosa (10%) 5, bis rue Grassat
<i>Bourges</i>	Librairie Nathanaël (10%) 4, cours Avericum
<i>Brest</i>	Lib. Graffiti (10%) Place St Louis
<i>Clermont-Ferrand</i>	Lib. Jean Rome (10%) 1, rue des Grecs
<i>Lannion</i>	Lib. Giraudon (10%) 30, rue de Karampont
<i>Lille</i>	Librairie Populaire 40, rue Jules Guesdes
<i>Lyon</i>	Librairie Populaire (15%) 226, rue Duguesclin (3 ^e)
<i>Marseille</i>	Librairie Lire (10%) Rue Sainte (1 ^{er})
<i>La Rochelle</i>	Librairie «La Gerboise» (5%) Rue Rougemont
<i>Caen</i>	La Licorne rue trode
<i>Nantes</i>	Librairie 71 29, rue Jean Jaurès (10%)
<i>Nice</i>	Le Temps des Cerises 50, bd de la Madeleine (10%)
<i>Orléans</i>	Les Temps Modernes Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
<i>Paris</i>	Librairie de Valois 25, rue de Valois (1 ^{er}) (10%) Les joueurs de A (12% Av. politiques) 9, rue des Lions St-Paul (10%) L'Hermès 18, rue des Quatre Vents (6 ^e) (10%) Tachan 83, bd du Montparnasse (14 ^e) (10%) Pleamar 41, rue Saint Honoré (10%) 33% sur les Ed. P.-J. Oswald 7, rue de l'École Polytechnique (5 ^e) Le grand au 20 rue Colbert

Cinémas

<i>Paris</i>	Saint Séverin 12, rue St-Séverin (5 ^e) Tarif étudiant : 10 F La Clef 21, rue de la Clef (5 ^e) (tarif étud.) Seine Cinéma 8 rue Frédéric Sauton - Paris 5 ^e
<i>Lyon</i>	Cinématographe 44, cours Suchet (2 ^e) Tarif collect. (5 tickets : 40 F) Le Canut 32, rue Laynaud (1 ^{er}) (tarif étud.)

Nom.....

Adresse.....

Date de parution	N° du journal	Date de l'arrivée dans la boîte aux lettres	Levée du matin ou de l'après-midi

A nous le retourner au Quotidien du Peuple BP 225 - 75 924 Paris 19^e Cedex

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 16 novembre

TF 1

- 19 h 10 - Une minute pour les femmes
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Eh bien, raconte
- 20 h Journal
- 20 h 30 - La mort amoureuse. Film TV de R. Fallet. *La mort est Amoureuse, mais son amant se lasse et la trompe. La Mort se venge et fait mourir infidèles... Seule, elle pleure et voudrait bien mourir. La Mort traité par le rire.*
- 21 h 55 - Titre courant.
- 22 h 05 - Questionnaire. Brice Lalonde. *Que veulent les écologistes ?*
- 23 h 05 - Journal et fin

A 2

- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Ouvrez l'œil
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 25 - Football : France Bulgarie. *L'équipe de France joue sa qualification pour la coupe du monde*
- 22 h 10 - L'échange
- 23 h 00 - La parole à dix huit ans. L'armée
- 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

- 19 h 40 - Tribune Libre. *Le PCRM*
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Hommage à Marcel l'Herbier
- 20 h 40 - Le bonheur. Film français 1935. *Philippe un dessinateur anarchiste, tire sur une star, pour dénoncer la stupidité de l'idolâtrie d'une star Clara, la star au procès parle en faveur de Philippe.*
- 22 h 25 - Journal
- 22 h 25 - Journal
- 22 h 40 - Un événement

Jeudi 17 novembre

TF 1

- 18 h 25 - Pour les jeunes
- 18 h 50 - Les aventures de l'énergie
- 18 h 55 - Le 16 à Kerbriant
- 19 h 15 - Une minute pour les femmes
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Eh bien, raconte
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Richelieu. Film TV en six épisodes.
- 21 h 25 - L'événement
- 22 h 30 - Allons au cinéma
- 23 h 00 - Journal et fin

A 2

- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Assemblées parlementaires
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 35 - Les aveux les plus doux. Film franco-algérien d'Edouard Molinaro (1971).
- 22 h 00 - Cent mille images. Hollywood, ces années-là : 1940-1950. Montage de document sur Hollywood, l'anti-communisme aux USA.
- 23 h 00 - Journal et fin

FR 3

- 19 h 05 - Télévision régionale
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Cinéma français 1968-1976 : Les Chinois à Paris. Film grossier commandité par Dassault.

La «mort de la Méditerranée» n'est pas une prévision catastrophiste, une fantaisie d'écologiste en mal de sensationnel, elle est d'ores et déjà inscrite dans les faits, inéluctable. Car il faudrait des mesures radicales et urgentes pour empêcher cette catastrophe irréversible. Le mal est en effet déjà très avancé et ses dégâts à la limite de l'irréparable.

Claude-Marie Vadrot a ausculté la Méditerranée et dresse un constat impressionnant de la pollution sous toutes ses formes. Il fait un sort au mythe de l'auto-épuration. La mer, contrairement à ce qui est dit avec une grande légèreté, ne digère pas la pollution bactérienne et microbienne, celle-ci s'accumule au fil des années. Toutes les villes du littoral méditerranéen, à quelques exceptions près, déversent leurs égouts en mer. Le gros émissaire de Marseille «vomit tous les jours ses 220 000 mètres cubes d'eau fortement polluée» et ce n'est pas parce qu'il les déverse un peu au large que c'est moins polluant. Defferre a préféré pourtant construire une ligne de métro de prestige, plutôt que de construire une station d'épuration. Au large de Marseille, la mer contient 20 800 colibacilles par litre, ce qui est considéré par les spécialistes comme un fort taux de pollution, dangereux pour l'homme, et en d'autres points du littoral, on trouve des concentrations de colibacilles équivalentes ou supérieures. Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, que certaines maladies fassent des ravages parmi la population côtière. Une épidémie de choléra due à des moules polluées avait fait trente morts à Naples en 1973 ; depuis, la pollution par les égouts continue.

UN LIVRE DE CLAUDE-MARIE VADROT

Aux Éditions du Seuil



A la pollution bactérienne s'en ajoute une autre, plus dangereuse : la pollution chimique. 200 produits différents sont déversés en permanence dans la Méditerranée, qui risque dans quelques années de connaître son Minamata, nom de cette baie japonaise où sont morts des dizaines de Japonais de la maladie du plomb. «Un pêcheur ou un habitant du littoral méditerranéen consommant beaucoup de poisson pourrait

tomber sérieusement malade dans une dizaine d'années». Et il n'y a pas que le plomb, tous les autres métaux lourds se trouvent en doses de plus en plus fortes (boues rouges), le pétrole...

Pollution de la mer, mais aussi destruction du littoral qui met également en danger l'équilibre écologique de la région. Or, la Méditerranée fait vivre plus de 100 millions d'hommes, sa destruction signifie la

misère pour ces hommes qui en vivent. La «mort de la Méditerranée» n'est pas seulement le constat des pollutions et un cri d'alarme sur leurs conséquences, c'est aussi un cri et un appel à la révolte : «Non, vraiment, il n'est pas possible d'admettre et de supporter de telles destructions ; il doit exister un autre mode de développement autour de la Méditerranée. Car le désastre apparaît dans toute son ampleur lorsque l'on juxtapose les milliers de faits «supportables» qui constituent un monde déjà insupportable : avalanche de réalités que trop de gens ont intérêt à ne pas trouver bonnes à dire. Le dossier est trop accablant : celui d'un meurtre avec préméditation, d'un crime dont on peut nommer les coupables et les complices.»

Contre les coupables, Claude-Marie Vadrot appelle à la «guérilla écologique». Il est possible d'empêcher la mort de la Méditerranée, mais seule peut le faire la mobilisation populaire, à l'exemple de la lutte des Corses contre la pollution par les boues rouges. Cette «guérilla écologique» reste un peu vague, l'auteur ne précise pas comment et contre qui la mener, mais dans l'ensemble, les idées qu'il développe sont justes : mobilisation des plus larges masses, dont la classe ouvrière, actions de masse, placer la lutte sur le terrain politique, informer le plus largement possible...

A la différence d'un certain nombre d'écologistes, il ne s'en prend pas à la «société industrielle» en soi, au développement, et il réclame une industrie «plus écologique, plus décentralisée».

Serge LIVET

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lectres Nouvelles»
copyright Édition Denoel

118^e épisode

Henri, complaisamment, me conduisit rue de Chartres, à l'adresse donnée par Mustapha.

— C'est pas seulement la fiche de paye. Oui, s'ils l'avaient eue, les flics ne l'auraient peut-être pas gardé, mais... je peux rien vous dire, je sais rien.

— Mardi soir, vers neuf heures, il m'a téléphoné, il m'a dit : j'arrive...

— Je sais, j'étais avec lui. On a discuté dans un café, et on a marché jusqu'au métro. C'est là qu'ils nous ont embarqués.

— Et après ?

— Après, je sais rien. Moi, j'étais en règle. Lui, je n'ai pas vu où ils l'ont emmené. On nous a triés. On n'était plus ensemble.

— Allons, dit Henri, soyez raisonnable, Élise. Nous devons partir pour Mantes. Vous n'obtiendrez rien de plus. A notre retour, si vous voulez, je vous aiderai. Il faut patienter.

Nous arrivâmes à Mantes le vendredi dans la soirée, et le lundi matin, nous retournâmes vers Paris. Henri m'avait été d'un grand secours. Je faisais exactement ce qu'il me dictait. Ma peine était décente, montrable. Je ne ressentais qu'une mutilation que les diverses démarches, allées et venues, d'Aincourt à Mantes et de Mantes à Paris, anesthésiaient légèrement. Henri me dit qu'il ne fallait pas voir mon frère, que cela ne servirait à rien, que son beau visage de jeune fou devait seul désormais mériter nos pensées. J'acceptai docilement. Il me semblait que je préparais une cérémonie pour Lucien, d'où il était absent, mais rien qui ressemblât au vide, à la mort.

Le lundi à sept heures, nous sortîmes de Mantes. J'imaginai Lucien fuyant, affolé par le klaxon, se croyant poursuivi, maladroit, frissonnant, nerveux. «Quelle folie», avait dit Henri. Pour une manifestation inutile... » N'était-ce que pour cela ? Le désir de revoir Anna n'avait-il pas précipité sa décision ? A cette dernière hypothèse, à laquelle il ne croyait pas, Henri m'avait répliqué d'un ton impatient :

— Mais Anna faisait partie d'un tout !

Là, dans ce plat paysage, avait fini l'aventure de sa vie. Vie manquée, mort dérisoire. Les jeunes

héros du siècle mouraient au volant dans le fracas de leurs bolides et lui se tuait sur un solex. Il ne resterait donc de sa fin qu'une image caricaturale, sans romantisme aucun. Lui aussi il avait voulu être dans le coup ; il avait cru que Paris gronderait, Paris n'avait qu'éternué. Il n'y avait plus de Lucien qu'en nous-même qui l'avions aimé.

— Et alors ? aurait-il dit de sa voix caustique. Et après ?

Nous traversions une bourgade lorsque je vis sur un trottoir un petit garçon tenant deux pains dans ses bras, qui s'élançait pour traverser. Alors me revint une chanson apprise par mon frère vers sa douzième année qu'il rabâchait dans sa chambre, dans l'escalier, qu'il sifflait à ma figure en manière de défi :

*Hanz de Tchloquenoque il a tout ce qu'il veut
Et ce qu'il a il n'en veut pas
Et ce qu'il veut il ne l'a pas.*

*Hanz de Tchloquenoque il dit tout ce qu'il veut
Et ce qu'il dit il ne le croit pas
Et ce qu'il croit il ne le dit pas.*

*Hanz de Tchloquenoque il va là où il veut
Et où il va il n'y reste pas
Et où il reste il n'y plaît pas.*

— Hanz de Tchloquenoque, lui disais-je, c'est toi !

Et pendant longtemps, à sa grande colère, je l'avais surnommé ainsi.

à suivre

IRAN : LA MONTÉE DU MOUVEMENT POPULAIRE

Le Shah d'Iran a été reçu aux USA par une importante vague de protestations. Il en aurait été de même en France lors de son passage, pourtant discret du point de vue officiel : les étudiants iraniens et l'ensemble de l'opposition iranienne à l'étranger portent l'écho des luttes qui se déroulent en Iran même. Les étudiants iraniens à l'étranger représentent, à eux seuls, plus de cent mille personnes qui se trouvent surtout aux USA — la plus forte proportion — en France et en RFA. Les autres composantes de l'opposition iranienne ont également fait entendre leur voix, notamment l'opposition musulmane aux USA et en France même, où elle organisait une grève de la faim au début du mois d'octobre, en liaison avec des manifestations organisées à l'initiative des étudiants à Téhéran.

Au cours de l'été, le Shah a dû changer son gouvernement. Les difficultés devenaient aiguës sur le terrain économique. Les entreprises devaient fermer faute d'électricité,

talement rejetées dans les banlieues des villes où, moyennant la somme exorbitante de 60 à 70 % du revenu familial, elles sont contraintes de vivre dans des logements qui,

LES MANIFESTATIONS DU MOIS D'OCTOBRE

Tout a commencé par la décision prise par les étudiants de l'université de Téhéran, qui s'étaient mis en grève, de convoquer une manifestation dans la ville sainte de Rey pour le 7 octobre. La grande mosquée de pèlerinage était pleine. La route de Téhéran à Rey était bloquée par les manifestants qui criaient des slogans hostiles au Shah, exigeant le retour de l'imam Khomeini. Des manifestants allèrent déposer une gerbe sur la tombe de Satar Khan, leader de la «révolution constitutionnelle» du début du siècle.

Le 9 octobre, des manifestations s'organisaient

tour, c'est le départ du Shah qu'exigent les dizaines de milliers de personnes qui ont participé à ces mouvements anti-impérialistes.

A côté de ce mouvement s'organisant autour des musulmans progressistes, un second mouvement également massif a pris naissance à la faveur des initiatives des intellectuels libéraux. Au cours de l'été, une centaine d'entre eux adressa une pétition au Shah, dans laquelle ils demandaient la réouverture du foyer réunissant des écrivains et des poètes iraniens libéraux et progressistes depuis plusieurs années fermé par les autorités. N'obtenant pas de réponse du régime, ils orga-

Fébrile activité diplomatique

Par 88 voix contre 3, la Knesset, parlement de l'Etat sioniste, a approuvé l'invitation faite à Sadate, président d'Egypte, de se rendre à Jérusalem pour «y parler de la paix». La même invitation a été adressée un peu plus tard, à Assad, Hussein et Sarkis, respectivement président syrien, roi de Jordanie et président du Liban.

Cette invitation fait suite à la déclaration de Sadate, survenue au soir du 9 novembre après une violente agression sioniste dans le Sud-Liban, comme quoi il était prêt à se rendre «n'importe où, y compris à la Knesset» pour trouver une solution au Moyen-Orient.

Déjà assurés, semble-t-il, d'une réponse favorable, les seconds de Bégin préparent une réception éclatante à leur invité. Il semble que, de plus en plus isolé, le gouvernement sioniste qui avait très mal réagi à la déclaration conjointe — et pourtant bien

limitée — américano-soviétique du 1er octobre qui reconnaissait «les droits légitimes du peuple palestinien» ait voulu par ce geste répondre aux pressions de son protecteur US.

Mais Israël continue de rêver d'un accord avec les Etats arabes qui ferait table rase de la lutte qui se poursuit dans les territoires occupés ; l'OLP n'a pas été consultée. Et l'on sait que le parlement sioniste continue à s'opposer à toute participation palestinienne à la conférence de Genève.

Quelle que soit la réponse donnée par les chefs d'Etat arabes aux avances actuelles de Bégin, il ne semble pas toutefois qu'aucun d'eux soit prêt à conclure aujourd'hui avec l'Etat sioniste une paix séparée ; il ne peut y avoir de paix juste et durable au Moyen-Orient que dans le plein établissement du peuple palestinien dans tous ses droits.



Aux USA, les étudiants iraniens protestent contre la visite du Shah

nombre de projets inscrits au plan qui doit s'achever en mars 78 n'ont pas vu le jour ; ainsi en est-il de la construction projetée de routes, de barrages, des usines ne pouvant tourner faute d'approvisionnement. L'inflation atteint 30 %, les produits alimentaires deviennent rares, un profond mouvement populaire commence à secouer tout le pays. Le remplacement, comme premier ministre, d'Hoveida par Amouzegar (ancien ministre du pétrole), n'a pas empêché ce mouvement de prendre de vastes proportions au mois d'octobre, mobilisant des dizaines de millions de personnes.

LA LUTTE POUR LES LOGEMENTS

Elle dure depuis trois ans. Le Shah n'est pas parvenu à la briser. C'est le fruit de l'exode rural, consécutif à la «révolution agraire» et, en partie, délibérément provoqué : le premier ministre déclarait : «il faut évacuer 30 % des campagnes, car elles se trouvent dans des régions inaccessibles et nous ne pouvons leur fournir l'eau, l'électricité et autres services».

Plusieurs millions de personnes (4 millions dès avant 72) ont été ainsi bru-

talement rejetées dans les banlieues des villes où, moyennant la somme exorbitante de 60 à 70 % du revenu familial, elles sont contraintes de vivre dans des logements qui,

pour 75 % d'entre eux, sont dépourvus d'électricité et pour 85 % ne disposent pas de l'eau courante. La plus grande partie des familles populaires doit s'entasser dans des logements de une ou deux pièces. Les propriétaires des environs des villes ont alors vendu leurs terres à ceux qui cherchaient un logement : ceux-ci y ont construit des maisons.

dans la ville sainte de Ghom et à Téhéran. A Chiraz, 15 000 personnes manifestaient. Dans toutes ces villes, la police tira mais n'empêcha pas les manifestations de se poursuivre, avec des mots d'ordre dénonçant le régime du Shah et exigeant le retour de Khomeini.

L'imam Khomeini est une importante figure du mouvement patriotique iranien, auquel il a toujours participé. En 1963 notamment, il soutint les puissants mouvements dirigés contre l'impérialisme américain et que le Shah réprima au prix de 15 000 morts. C'est alors que Khomeini fut contraint à l'exil. En exigeant son re-

tour, c'est le départ du Shah qu'exigent les dizaines de milliers de personnes qui ont participé à ces mouvements anti-impérialistes.

tour, c'est le départ du Shah qu'exigent les dizaines de milliers de personnes qui ont participé à ces mouvements anti-impérialistes.

Grégoire CARRAT

AUX USA NON PLUS, LE SHAH N'EST PAS LE BIENVENU !

Carter obligé de présenter au Shah d'Iran en visite, ses «excuses pour cette pollution atmosphérique temporaire» due aux grenades lacrymogènes lancées par la police US contre les manifestants, ce n'est pas un dessin humoristique.

A son arrivée à Washington, le Shah venu parler armes, pétrole et

«droits de l'homme» a été accueilli par de violentes manifestations d'hostilité.

Les manifestants, criant des slogans antifascistes, ont supporté l'assaut des forces de l'ordre dont ils ont enfoncé la première ligne. Des dizaines de personnes ont été blessées. Il y aurait eu une quarantaine d'arrestations.

Le ministre de l'information de la République Arabe Sahraouie Démocratique «Nous ne pouvons qu'être inquiets»

Dans un discours le Président algérien Boumédiène a révélé que le chef de l'Etat mauritanien avait demandé récemment à Giscard l'envoi en Mauritanie de milliers de militaires français. Il a aussi rappelé que contrairement à ce qui est affirmé, le «plan Marackech» qui prévoit le réarmement intensif du Maroc par la France ne remonte pas à 1973, date à laquelle Hassan II réorganisait son armée à la suite des 2 attentats contre lui, mais bien à 1974, où il préparait la «marche verte», l'invasion du Sahara Occidental selon Boumédiène, l'affaire des 6 prisonniers est utilisée par le gouvernement français comme un «paravent» pour masquer ses visées.

M. Ould Saleka a fait le point de l'entrevue de trois heures entre M. Chayet et les dirigeants sahraouis en ces termes : «Nous savons qu'un émissaire envoyé à Nouakchott a rapporté des listes de prisonniers du Polisario détenus en Mauri-

tanie) mais le Polisario ne les a pas eues, de sorte que nous commençons à nous poser des questions quant à la volonté réelle du gouvernement français. Nous avons l'impression que ces entretiens sont utilisés pour cacher quelque chose qui se prépare. Nous ne pouvons qu'être inquiets, d'autant que nous savons tous que des forces armées françaises se trouvent en Mauritanie».

Cette inquiétude ne devait pas tarder à se préciser : on apprenait en effet mercredi matin que des responsables sahraouis accusaient le gouvernement français de construire près de Zouerate une piste destinée à accueillir des avions militaires.

Un pied au Maroc et l'autre en Mauritanie l'impérialisme français reste prêt à tout, même à l'agression directe contre le peuple sahraoui pour imposer au Sahara occidental une solution compatible avec ses intérêts.

GREVE DE LA FAIM DANS UNE PRISON ALLEMANDE

Verena Becker, âgée de 25 ans, membre de la RAF emprisonnée le 3 mai dernier, a commencé une grève de la faim dans la prison de Stuttgart-Stammheim, pour protester contre les conditions de déten-

tion qui se sont encore aggravées depuis le prétendu «suicide», samedi dernier, d'un autre membre de la RAF, Ingrid Schubert, morte dans la prison de Munich-Stadelheim.